

JEAN-EMILE TAMINI

CHANOINE HONORAIRE

SA DIGNITÉ LE CHANOINE
ANNE JOSEPH de RIVAZ

Grand-sacristain
de l'Eglise cathédrale de Sion
(1751-1836)



Médiathèque VS Mediathek

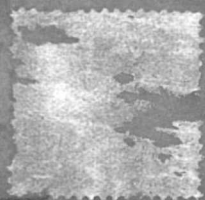


1010401139

SAINT-MAURICE
ŒUVRE DE SAINT-AUGUSTIN

1936

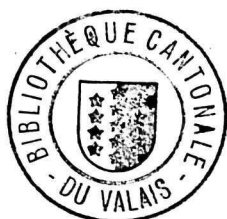
12 00 3322603



F.6

Chanoine Anne Joseph de Rivaz





1775

JEAN-EMILE TAMINI

CHANOINE HONORAIRE

SA DIGNITÉ LE CHANOINE
ANNE JOSEPH de RIVAZ

Grand-sacristain
de l'Eglise cathédrale de Sion
(1751-1836)



SAINT-MAURICE
ŒUVRE DE SAINT-AUGUSTIN

1936

TA 466

*Hommage à mes anciens élèves MM. Pierre,
André et Paul de Rivaz, notre collègue de la
Société d'histoire du Valais romand.*

CHANOINE ANNE JOSEPH DE RIVAZ

GRAND SACRISTAIN DE LA CATHÉDRALE (1751-1836)

AVANT-PROPOS.

Le registre paroissial des défunts, à la date du 3 juin 1836, jour de la Fête-Dieu, mentionne le décès, survenu à Sion, d'Anne Joseph de Rivaz, chanoine-sacristain de la cathédrale, fils de Pierre de Rivaz, de St-Gingolph, et d'Anne-Barbe du Fay, de Monthey. Il y avait donc exactement, hier, un siècle que cet ecclésiastique érudit, éminent, mourait au bel âge de quatre-vingt-cinq ans.

Homme actif, lettré, il étudia sa vie entière. En vaquant aux occupations de son ministère ainsi qu'à d'autres charges, il trouva le temps de beaucoup écrire. Il laissa à la postérité dix-huit in-folio, sans compter sa vaste correspondance. Que l'on dise, après semblable constatation, que le travail abrège la vie des gens ! Ne faudrait-il pas conclure, au contraire, que la régularité et l'activité allongent l'existence ?

Ce centenaire ne saurait passer inaperçu dans notre pays. Il convenait, semble-t-il, à la Société d'Histoire du Valais Romand d'organiser une séance, pour rappeler les mérites de ce dignitaire de l'Eglise de Sion, notamment les services rendus à la cause de l'histoire.

Jusqu'ici l'on n'écrivit aucune biographie de ce personnage, qui joua, certes, un rôle dans notre diocèse. L'on croyait que, né à Paris, il avait passé la première moitié de sa vie en France. Que l'on se détrompe. Ce petit travail nous permettra de combler des lacunes et de relever des erreurs. Ainsi faux qu'il resta en France jusqu'en 1791, comme on l'écrivit parfois ; faux qu'il fit toutes ses classes dans ce pays ; faux qu'il y devint d'abord avocat, prêtre ensuite — qu'il reçut les ordres à Paris. Il nous appartenait déjà par ses études, par sa formation, par son amour de la terre des ancêtres.

Pour mon humble travail, je mets à contribution les archives de Rivaz, classées par M. l'abbé Meyer ; celles de l'évêché de Sion, de Conthey, d'Ardon, de Chamoson, Saillon ; de la paroisse et de l'Abbaye de St-Maurice ; la monographie de St-Gingolph par le curé-doyen Alexis Chaperon et le *Valais intellectuel* de M. Jules Bertrand.

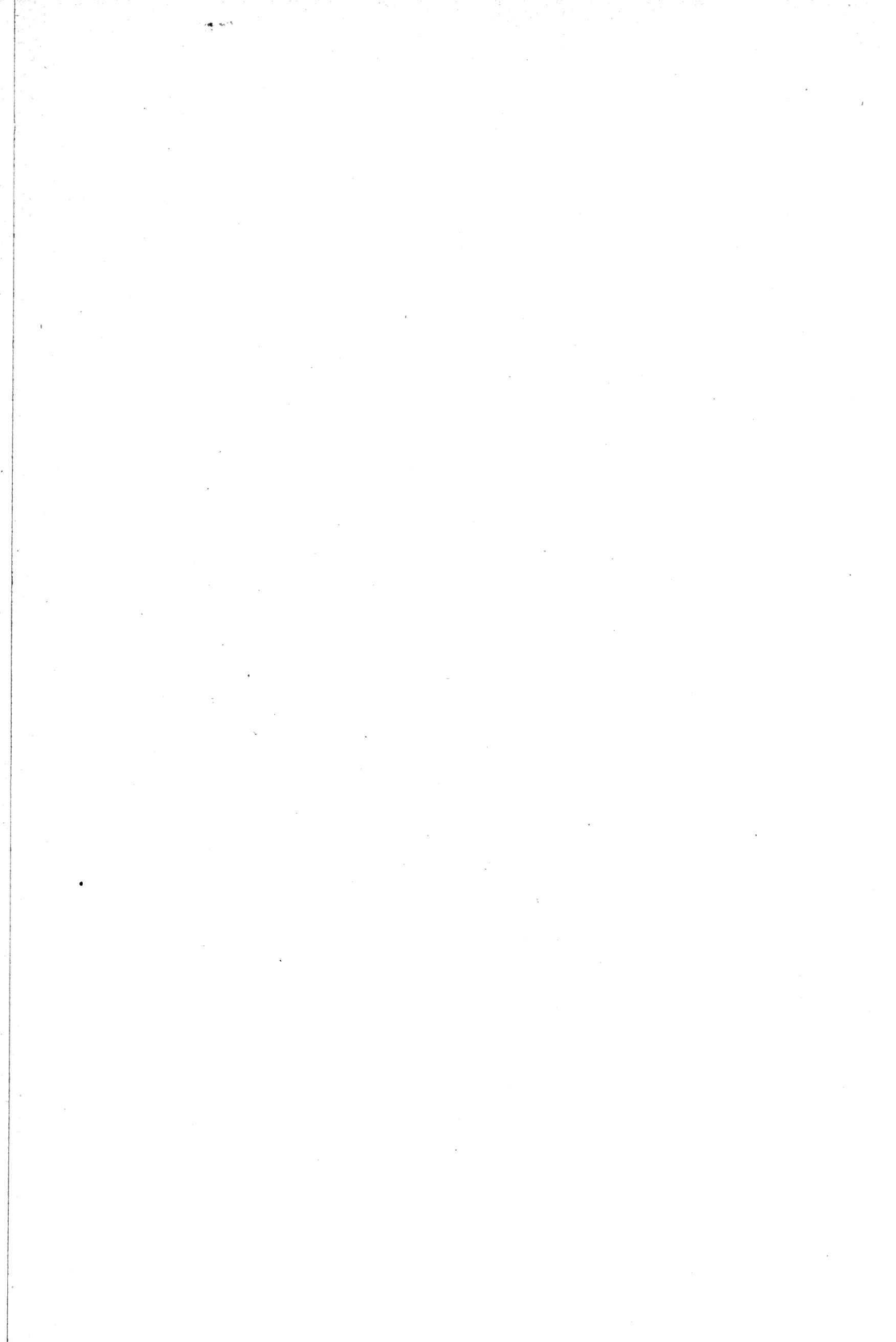
Pressé de livrer en juin le résultat de mes recherches pour la publication des *Annales*, je ne pus utiliser suffisamment nos archives, ni consulter la vaste correspondance de notre personnage, ni donner enfin à l'ensemble le dernier poli.

De là, une ponctuation parfois fautive, qui imprime à quelques phrases une allure insolite ; de là encore des lacunes que je me propose de combler dans cet opuscule.

Ces adjonctions, notamment le chapitre sur la séparation de Chamoson d'avec Ardon, la paroisse-mère, permettront au lecteur de mieux connaître cette vénérable figure d'ecclésiastique.



SA DIGNITÉ LE CHANOINE ANNE JOSEPH DE RIVAZ
grand-sacristain de la cathédrale, né à Paris le 15 octobre 1751,
décédé à Sion le 3 juin 1836.



CHAPITRE PREMIER

Jeunesse et études.

Anne Joseph de Rivaz naquit, le 15 octobre 1751, à Paris, dans la rue des Fossés de St-Germain, où séjournait temporairement son père Pierre, originaire de St-Gingolph en Valais, privilégié du roi Louis XV, à la fois historien, ingénieur, mécanicien apprécié de l'Académie française des sciences. Le 23 du même mois, il reçut le baptême dans la paroisse de St-Sulpice ; Joseph Duvernay, conseiller d'Etat, lui servit de parrain et Anne-Marie Dumetz-Marquet, de marraine.

A s'en tenir aux lettres des personnes avec lesquelles il correspondit plus tard, de Rivaz se vit, de bonne heure, séparé de ses parents. Son père se déplaçait souvent pour ses entreprises et ses inventions. Ainsi, il vint en Valais pour le dessèchement de la plaine de Riddes vers 1760, puis se rendit en Tarentaise pour diriger les mines de Moutiers, où il mourut en 1772. Plus mention de sa mère. Où ? quand ? dans quelles circonstances finit-elle ses jours ? A ces questions il convient de répondre par un point d'interrogation.

De ses correspondances avec sa famille et ses amis, il semble ressortir que l'adolescent, privé d'affection, sentant l'isolement, éprouvait un vif besoin d'être entouré, aimé ! Il se trouva, probablement de bonne heure confié à des parents de St-Gingolph, de St-Maurice et de Sion (arch. canton.).

Dans ses lettres à Marguerite, sa sœur aînée, Gogo de son petit nom, il fait souvent allusion à sa seconde mère, Madame Marie Julienne de Rivaz-de Nuce, la mère d'Emmanuel, le futur grand baillif, qu'il appelle « Donne », parce que cette tante lui partageait, avec ses enfants, son affection, sa sollicitude, ses soins, même ses ressources.

Quoi qu'il en soit, une lettre de Mgr Ambüel, évêque de Sion, en novembre 1769, nous apprend que le jeune homme suivit les cours du lycée-collège de cette ville, sous la direction des RR. PP. Jésuites, obtenant le premier prix en philosophie. Celui-ci passa toujours pour un élève modèle et appliqué. « Vous avez montré de réelles qualités durant vos études à Sion. Facile de persévérer dans ces heureuses dispositions au Collège monastique de Milan. »

§ 1. *De Rivaz au Collège helvétique de Milan.*

Inexact d'affirmer que de Rivaz se voua d'abord aux études juridiques, pour devenir avocat du barreau de Paris. Grâce à la protection et aux faveurs de notre prince-évêque, qu'il appelle volontiers son Mécène, il réussit, l'automne 1769, à continuer ses études philosophiques au collège helvétique de Milan, comprenant cours de philosophie et de théologie (arch. de l'évêché).

Cet établissement, fondé par saint Charles Borromée qui avait l'intelligence des besoins de son temps, réunissait des étudiants de la Suisse catholique. A s'en tenir à la correspondance de Rivaz, on accordait au Valais trois places; notre Ordinaire en disposait après avoir pris des renseignements sur les aspirants et consulté ses conseillers les chanoines.

Formé par des Pères, sous la surveillance de Mgr l'archevêque de Milan, les séminaristes, partagés en sections de théologiens et de philosophes, vquaient à leurs études, assistant aux cérémonies de certaines églises de la ville.

Une fois reçus dans la maison, ils ne la quittaient plus sans raison, qu'ils n'eussent terminé leurs études, pas même pour les grandes vacances.

Ainsi qu'à Sion, de Rivaz se fit remarquer dans ce nouvel institut par sa piété, sa conduite et son amour de l'étude. Les lettres de son condisciple Barthélémy Jost, de Geschinen, permettent de le constater, autant que les témoignages de ses professeurs.

« Je me souviens de ce que vous fûtes dans ce collège, et, certes, non sans raison, des bons conseils reçus de vous. Croyez-moi, je ne suis pas seul à penser de la sorte : chaque jour, on entend quelques réflexions à votre louange, des réflexions touchant vos talents, votre caractère, etc. » (arch. canton.)

Notre philosophe ne se contenta pas de suivre les cours de sa classe. Désirant profiter de toute occasion pour s'instruire, il se perfectionna dans l'étude de la langue latine et apprit l'italien. « Me voilà contraint de terminer ma lettre en italien, remarque Jost, le 11 octobre 1772. Il me semble que vous feriez bien d'écrire dans cette langue, à l'effet de ne pas l'oublier, vous qui la connaissez si bien. »

Les cours se donnaient dans la langue latine, que l'on parlait, parfois, en récréation. En tous cas, nos étudiants, à en juger par leurs correspondances, la maniaient avec plus d'aisance que les élèves d'aujourd'hui. De Rivaz, de retour au pays, proposait à son ami de lui écrire en français. « Continuez, répondait Jost, à employer le latin, la langue des ecclésiastiques, que vous possédez vraiment.

Nous avons d'ailleurs de notre abbé quelques pièces latines joliment tournées.

Il se rencontra dans cette maison religieuse avec des théologiens valaisans, qui remplirent des fonctions importantes dans le diocèse : les de Riedmatten, Zen-Ruffinen, Julier, le futur grand-doyen, etc. (*l. c.*).

Combien de temps Anne-Joseph demeura-t-il à Milan ? Un an seulement, puisqu'il reçut à Thonon, depuis juillet 1770, des lettres de Jost, qui espère le revoir à Milan, sinon au pays. Pourquoi un séjour si court, alors que les élèves de notre diocèse avaient l'habitude d'achever leur théologie au collège helvétique ? Sa correspondance avec Charles Emmanuel de Rivaz, son cousin, alors étudiant en droit à Turin, et surtout son oncle Emmanuel du Fay de Monthey, attribue son retour à l'état précaire de sa santé. « Votre parente approuve votre demande de vous rapatrier pour éviter, après votre indisposition, les fortes chaleurs de Milan. » — « Toutefois, avant de partir, il vous faut, nous semble-t-il, le consentement de Mgr notre évêque, de peur de perdre votre pension pour une autre année, si votre santé se rétablit, et sa protection, si vous venez à son insu » (*l. c.*).

« Vous avez raison de ne plus vous embarrasser des biens de ce monde et surtout de la ferme du Miroir... Celle-ci se vendit bien et resta dans la famille. Avec l'argent qu'ils toucheront, vos frères pourront l'acheter... pour marcher ensuite la tête haute. Tâchez de toujours mériter l'estime de vos professeurs et Mgr l'archevêque. La protection des grands est de poids dans l'état que vous dites vouloir embrasser » (*l. c.*).

Mgr Ambüel se rendit à ces raisons et donna son consentement au retour de l'étudiant, si celui-ci se sentait vraiment malade. Pourtant, les cours ne finissant qu'au début d'août, il fallait la permission des supérieurs de l'établissement (lettre du Fay, 8 juin 1770) (*l. c.*).

De fait, de Rivaz se trouvait en Valais, le 20 août de la même année, puisque l'on sollicitait pour lui une place de séminariste ailleurs qu'à Milan. Malheureusement, l'Ordinaire ne pouvait lui en procurer aussitôt.

« Si vous persévérez dans l'idée d'aller, pour vos études, à Dillingen ou au convict de Ste-Barbe, à Vienne, écrivez à M. l'abbé Maurice de Courten ; vous pourriez faire voyage avec lui ; mais, auparavant, voyez Mgr Ambüel », lisons-nous encore dans une missive de l'oncle du Fay du 20 août 1770 (*l. c.*).

De ces diverses correspondances, il ressort que le climat de la Lombardie ne convenait guère à notre philosophe. La nostalgie qui le travaillait, et la position financière de son père ne demeurèrent probablement pas étrangères à sa décision de rentrer au pays ?

§ 2. De Rivaz à Thonon.

Selon sa correspondance, de Rivaz arrivé en Valais habita St-Gingolph, où se trouvait sa sœur « Gogo », puis St-Maurice, dont son père se disait bourgeois.

Les lettres de sa tante Julienne de Rivaz-de Nucedé lui parvinrent à Thonon chez les Sœurs de la Visitation ; plus tard, chez M. de Lugrin, où il prenait pension. Celles de son cousin Charles Emmanuel de Rivaz laissent entendre qu'il s'y occupait du jeune de Nucedé. Que faisait-il ? Tout en surveillant l'adolescent, notre personnage suivit, de 1771 à 1773, les cours de théologie au collège Royal de Thonon, les leçons d'Ecriture Sainte du Père Barnabite Pierre François Natal et celles de dogmatique données par les chanoines Olive et de la Salle (arch. canton.).

Ainsi qu'à Sion et à Milan, notre théologien se fit remarquer par sa bonne tenue, son ardeur à l'étude et sa piété.

Membre de la congrégation de la Ste Vierge, il en suivait consciencieusement le règlement, récitant l'office, comme à Milan du reste. Voilà ce que prouve sa correspondance avec l'abbé Jost, qu'il entretient, d'ailleurs, d'autres sujets édifiants concernant l'état ecclésiastique. Ici encore, le jeune homme eut des soucis d'argent, que ses proches, surtout sa sœur, s'employèrent le mieux à dissiper (*l. c.*).

§ 3. De Rivaz à Paris.

Malgré les fluctuations de sa santé et les déconvenues que lui réservait la vie, l'étudiant, à s'en tenir à sa correspondance avec sa famille et ses amis, se sentait toujours une vocation à l'état ecclésiastique (*l. c.*).

Son désir de fréquenter une faculté d'Autriche ou d'Allemagne pour apprendre aussi l'allemand, qui lui aurait, certes, beaucoup servi pour ses études d'histoire, ne se réalisant pas malgré ses démarches, il finit par se décider pour Paris. A cet effet, il obtint l'approbation des évêques de Sion et d'Annecy (*l. c.*).

« Je n'ai rien voulu déterminer sur le choix à faire, concernant l'université, où vous continueriez votre théologie, écrivait Mgr Ambüel ; je ne vous désavouerai pas, si vous vous rendez à Paris. Vraiment, vous allez à la source où l'on peut puiser la perfection et ce qu'il faut pour devenir un savant et un bon ecclésiastique. » Puis il le mettait en garde contre les dangers qui guettent un étudiant dans cette capitale et promet de le recommander à Mgr l'archevêque de Paris (arch. canton.).

D'autre part, Mgr d'Annecy l'approuvait dans son projet de suivre des cours à Paris, où il le signalera aux supérieurs des séminaires de St-Sulpice, de St-Nicolas, etc. (*l. c.*).

De Rivaz partit donc pour Paris et s'inscrivit comme auditeur à la Sorbonne. Nous l'apprenons par ses lettres à sa sœur. Il ne réussit, néanmoins, que plus tard à entrer dans un séminaire, comme le désiraient NN. SS. de Sion et d'Annecy. Poursuivi par la nostalgie et les soucis, notre étudiant éprouve le besoin d'écrire à « Gogo », à ses connaissances de St-Gingolph, pour en recevoir des nouvelles du pays. Il se trouve d'abord dans un hôtel : pension, habillement et livres lui coûtent gros. Bibliophile enragé, il ne sait rien se refuser. Chaque jour, il emploie une demi-heure pour se rendre aux cours de la Sorbonne, par n'importe quel temps. Fait-il beau, il profite des heures de liberté pour sortir : la marche lui convient. Vive la vie en plein air... et cette liberté dont il jouissait en Suisse !!! De là, usure d'habits et les frais de garde-robe pèsent dans son maigre budget (*l. c.*).

A tous ces ennuis se mêle un peu de trouble et d'inquiétude... Et le séminaire si recommandé par ses supérieurs ? Il y pense sérieusement en juin 1774. Volontiers il s'inscrirait à St-Sulpice pour le mois d'octobre. Mais les dépenses ?... 600 francs de pension qu'il faut trouver. A cet effet, il compte sur Mgr Ambüel et le recteur Chappex de Monthey, dont il est question comme prieur de Val d'Illiez. Alors, il pourra jouir des revenus de la chapelle Paernat, selon la promesse de ces parents, patrons du bénéfice (*l. c.*).

A Paris, notre théologien s'occupait aussi des intérêts de son père défunt, s'employant à faire valoir ses découvertes et ses inventions.

Il se trouve en octobre 1774 au séminaire, non à St-Sulpice, mais à St-Nicolas. « Voilà un acte qui devrait vous plaire à tous, écrit-il à Marguerite... et vous me témoignez tous de l'indifférence, semble-t-il ; vous ne m'écrivez pas » (*l. c.*).

Notre étudiant se trompait ; ses protecteurs NN. SS. de Sion et d'Annecy s'occupaient de lui et le félicitèrent. Mgr de Biort, après lui avoir exprimé sa satisfaction de le savoir maintenant au séminaire, le recommandera à ses supérieurs. « J'apprends que vous séjourniez à Paris, hors d'une communauté religieuse. J'ai peine à le comprendre. Pour agir ainsi, vous aviez certainement un motif spécial. Satisfait de vous savoir aujourd'hui à St-Nicolas. Si j'écris à vos supérieurs je leur parlerai de vous. Au reste, je m'emploierai de mon mieux à vous faire parvenir la pension laissée par votre cousine Mlle de Cayen » (*l. c.*).

De son côté, Mgr Ambüel lui témoigne, le 6 février 1775, son contentement d'apprendre qu'il changea de pension de son propre chef, et de le savoir actuellement dans la communauté religieuse de St-Nicolas. Il le félicite de ses progrès et l'assure de sa protection (*l. c.*).

Après avoir payé l'air, M. de Rivaz se plaisait à Paris, et, selon toute apparence, il souhaitait son agrégation à cet archidiocèse.

Nota. — Nous disons Mgr d'Annecy tout court, bien que les prélats de Haute-Savoie conservèrent le titre d'évêques de Genève jusque vers 1820.

§ 4. *Réminiscences d'étudiant.*

Bien qu'éloigné par les circonstances et les études, notre étudiant demeurait en relations suivies avec sa famille. Il avait trois frères et une sœur. Pierre Emmanuel, l'aîné, fit d'abord carrière dans l'armée. Capitaine dans le régiment de Courten sous Louis XVI, il sympathisa avec la Révolution, revenant plus tard à de meilleurs sentiments. Le second, Louis, enseignait les mathématiques à l'école des nobles de Cadix en Espagne. Quant au cadet, François Isaac, il ressemblait à son père. Ingénieux, actif, il s'occupa d'inventions et de politique, successivement major de la grande bannière de Monthey (1795), membre du Directoire exécutif valaisan (1798), conseiller d'Etat de notre République après 1802.

Marguerite sa sœur, qu'Anne Joseph retrouva à St-Gingolph chez tant^e Donne, à son retour de Milan, en juillet 1770, après de longues années de séparation, joua un peu à son égard le rôle de sœur aînée, l'entourant de son affection, l'encourageant dans les difficultés, le dirigeant de ses conseils, entretenant sa garde-robe, se dévouant de toutes façons pour faire parvenir l'argent nécessaire à ses études. Plus de nouvelles d'elle après 1784.

Etudiant appliqué, mais cœur sensible, souffrant de l'absence des siens, esprit éveillé qui se tenait au courant de ce qui se passait autour de lui et à l'étranger, surtout dans son pays qu'il affectionnait, le jeune homme écrivait à ses camarades, aux membres de sa famille, régulièrement à sa chère Gogo pour relater ses faits et gestes, mais aussi pour en recevoir des nouvelles... De là, un échange de lettres, où je m'avise de glaner quelques souvenirs rappelant, pour la plupart, ce beau temps de la jeunesse.

Voici d'abord un fragment d'une épistula latine, écrite par Jost à de Rivaz, alors à Thonon :

« Mon cher, tu veux rester au courant de ce qui survient dans notre collège et nous intéresse à Milan. Comment ne pas te parler de l'union de l'archiduc Ferdinand, gouverneur de la province, avec la princesse d'Este, le 15 octobre 1771 ? Notre dôme, pour la circonstance, se trouvait recouvert de tentures de damas, retenues en festons aux colonnes par des rubans chamarrés d'or et d'argent. Le lieu saint prit un aspect féérique sous l'action de centaines de lumières brillant jusque dans les angles. Entouré de son clergé cathédral et des séminaristes, parmi lesquels se trouvait notre reporter, le cardinal-archevêque, en habits pontificaux, reçut les fiancés et les conduisit au pied du maître-autel pour la cérémonie.

» Après un *Te Deum* d'actions de grâces et la visite de la crypte de St-Charles, commença un défilé imposant. Les dignitaires de la cour accompagnaient

les nouveaux mariés au milieu de la troupe sous les armes et de la foule, qui bondait la place de l'église métropolitaine et les rues environnantes, poussant des vivats.

» Le lendemain, festin offert par l'archiduc à 150 couples, qui contractèrent mariage au dôme dans la soirée, au *bersau* agrémenté de concerts et de jeux de toutes sortes. L'archiduc et son épouse y assistaient avec leur suite, distribuant, vers le soir, 150 livres milanaises à chaque mari. Qui dira le bonheur de ces braves gens qui, à leur départ, donnaient libre cours à leur reconnaissance ?

» Les 17 et 18 octobre, concerts et courses où notre correspondant put compter près de 1000 carrosses, puis un étalage de superbes chevaux, le jour suivant. Enfin, des jeux de toutes sortes rappelleront l'heureux événement aux Milanais en liesse pendant dix jours, ainsi qu'aux curieux accourus des provinces voisines. »

Pour faire contraste une nouvelle plutôt macabre due encore à la plume de notre latiniste. Une maladie contagieuse éclatait dans la garnison de Crémone. Voilà qui pouvait émouvoir et contaminer les environs. On en parla peut-être plus à l'étranger qu'en Lombardie. Grâce aux mesures de précautions prises aussitôt par les autorités militaires qui firent ensevelir les corps des victimes à l'écart, l'on réussit à éviter le danger de contagion.

Ainsi, en 1771, Milan n'eut point à payer son tribut à la peste, comme aux XVI^e et XVII^e siècles, où les cardinaux-archevêques Charles et Frédéric Borromée, oncle et neveu, offrirent un spectacle édifiant de zèle et de dévouement à leurs ouailles.

Dans la correspondance touffue conservée par notre théologien, nous relevons encore les impressions de son condisciple au collège de Sion Théodore Bay, futur chanoine-doyen de Valère, étudiant en théologie à Vienne puis à Douay en Flandres. Celui-ci, en apprenant le séjour de de Rivaz en pension chez *des bourgeois* à Paris, cette Babylone, éprouve des inquiétudes, lui fait des recommandations, lui donne des conseils.

« Tu jouis de l'avantage de visiter de riches bibliothèques. Si tu lisais Bergier... Caracioli... Bossuet... Bourdaloue... Massillon..., les lettres de Madame de Sévigné..., l'histoire de Rollin à la place de l'« Emile », de l'« Ami de l'homme », des « Mélanges historiques et philosophiques », des « Lettres persanes », de l'« Esprit des lois » de Montesquieu, tu t'instruirais mieux. »

Dans son enthousiasme, il fait, ainsi que de Rivaz, des plans d'ouvrages à composer pour la défense de la religion et de la société menacées.

A l'instar de son compagnon, il savoure l'histoire ancienne de Rollin. « Quand je pense que la mort m'appellera dans son royaume, avant d'avoir dit adieu aux trois quarts de tant d'hommes illustres anciens et modernes, je m'afflige, je peste contre la fortune et le temps qui fuit si rapidement. »

Puis, à la vue de la passion du plaisir, de la dépravation des cités, il partage les alarmes d'Anne Marie au sujet du Valais, où les officiers rentrant des services étrangers portent, avec leurs hardes et leur personne, la peste des grandes villes.

Travaillé par la nostalgie, au milieu de ses soucis dans les études théologiques, il revient souvent sur l'amour de la patrie et les beautés de notre coin de terre. « Vive notre pays, de Rivaz. Je préfère une maison de bois, perchée sur une colline et bercée par les zéphirs du printemps à un palais dans les villes... Je désire revoir mes montagnes... et, pour prouver qu'un élève des Jésuites n'oublie pas si tôt le grec, il termine par ce salut :

Καίρε, χρατιστε φίλε μου, εγώ εσομαι καταδιζόμενος σοι. Bay.

Le 29 septembre 1774, il communiquait avec peine à notre parisien qu'un officier du régiment valaisan au service de la France, en duel, tua un compagnon d'armes. Peut-on, dans un différend, en arriver à tel excès ?

Répondant, en septembre 1775, à son ami, il écrivait encore : « Ta lettre sur l'éducation demeure sans réplique... Si les officiers (au service de l'étranger) pensaient comme nous, ils se garderaient bien d'apporter dans notre pays le luxe et l'irrégion... ; le colonel, à l'exemple de Marilius Torquatus punirait son neveu... et celui-ci s'exilerait au lieu de jouir de son crime. »

De Rivaz abondait dans les idées de Bay. On s'en rend compte dans les lettres adressées à sa sœur. Que de réminiscences sur Paris ! que de réflexions piquantes sur ses habitants... leur caractère, leurs goûts, leurs occupations ! Enumérant tous les dangers que la ville réserve aux jeunes gens, il conclut par cette remarque : « Il résulte de tout ce que je viens de te confier, qu'il faut envisager comme un grand bonheur de naître aux champs, et que la vie sobre et simple que l'on y mène, me paraît le premier moyen de rester vertueux. »

Dans cette capitale, l'amitié par contre, semble à l'abbé n'exister que de nom. Après sa maladie d'août 1775, Emmanuel, son frère aîné, officier à Meaux, à quelques lieues de distance, désirait rendre visite au convalescent. Mais une défense sévère interdisait aux soldats l'accès de Paris, à cause des récents troubles. « Impatient, celui-ci prétexta mon état, obtint une permission secrète de venir à Paris et n'y parut qu'en garçon boucher... avec un habit couleur de vin, des culottes et une veste de toile... Dieu sait avec quelle émotion nous nous sommes revus ! Mes condisciples s'étonnaient. — « C'est un ami » — « un Suisse », remarquèrent-ils successivement. Ils ne se trompaient pas, certes, Emmanuel est un bon garçon et un Suisse authentique. »

Dans ses conversations, de Rivaz avait accoutumé les séminaristes à penser que l'amour de la patrie inspire des sentiments forts, dont l'expression est animée.

Voici, pour prouver que de Rivaz s'intéressait à tout, quelques renseignements concernant la cour : Le 10 décembre 1788, on attend de jour en jour

l'heureuse délivrance de la reine (Marie-Antoinette). Tous les jours l'on prie à la messe pour obtenir pareille faveur du ciel. La ville, à cette occasion, donnera des réjouissances ; on en fait déjà les préparatifs.

A la date du 12 février 1779, il écrivait encore à Gogo : j'attendais pour finir ma lettre, que la reine fit son entrée solennelle à Paris... Quelque raisonnable que vous vous sentiez, vous ne vous défendez pas de quelques curiosités naturelles à votre sexe. Il me faut donc vous donner des détails sur la fête donnée ici en cette circonstance.

Le 8 courant, le roi, la reine et les princes du sang entrèrent solennellement à Paris, au milieu des détonations des canons et des accords d'une musique militaire, dans un char de triomphe, précédé de voitures magnifiques de la cour et de la maison du roi.

Richement parée, la reine arriva à Notre-Dame, où l'on chanta un *Te Deum* d'actions de grâces, après la cérémonie des relevailles. Sa Majesté y entendit la messe. Cependant, des ecclésiastiques avaient procédé au mariage de cent couples pauvres, dont le roi faisait les frais de la dot et de la noce.

De la cathédrale, le cortège se rendit au tombeau de Ste-Geneviève, aux fins de remercier Dieu de la paternité accordée à leurs Majestés d'abord ; ensuite, de leur donner un dauphin (l'infortuné Louis XVII). On jetait parfois, du carosse royal, des poignées de pièces de 12 sols, pour récompenser le zèle de quelques Savoyards qui criaient : « Vive le roi ».

J'ai pu regarder à loisir, mais je suis revenu de la cérémonie couvert de boue.

Voilà de louables usages. Autrefois les princes tenaient à associer leurs sujets à semblable fête, bien propre à produire une impression sur les ennemis du trône et de l'autel..., si ceux-ci se laissaient toucher par quelque considération.

CHAPITRE II

Les ordinations.

...Ayant suivi deux ans les cours de théologie à la Sorbonne, notre étudiant, âgé de 24 ans, songeait à ses ordinations. Il se trouvait à cet effet, il convient de le reconnaître, dans des conditions peu ordinaires. Né et domicilié présentement à Paris, il semblait relever de l'archevêque de cette capitale, pour laquelle il commençait à avoir des attaches. L'évêque d'Annecy, d'autre part, s'imposait comme Ordinaire de St-Gingolph, sa commune d'origine, où il séjournait fréquemment. Enfin Mgr Ambüel, évêque de Sion, où il fit ses études littéraires et qui s'occupait particulièrement de lui, le réclamait. A quel diocèse se faire incardiner, voilà la question que se posait l'intéressé, qui entretenait, du reste, des relations correctes avec les trois évêchés.

S'il ne consultait que ses goûts, il devait opter pour Paris qui lui fournissait un champ d'action plus vaste et plus approprié à ses aptitudes et à ses aspirations. Sa Grandeur d'Annecy consultée répondit le 27 mai 1775 : « J'ignorais que vous fussiez né à Paris. Au cas où Mgr l'archevêque vous réclame comme diocésain, je ne m'oppose pas à ses prétentions » (arch. cant.).

« Les témoignages de vos supérieurs de St-Nicolas qui louent votre conduite et votre application à l'étude autant que vos talents, suffisent pour vous recommander à l'archevêché. Si vous perdez à n'être pas du diocèse de Genève, vous gagnez, de l'autre côté, à vous faire agréer à celui de Paris, qui vous ouvre la voie à une carrière plus brillante et plus conforme à vos goûts. »

Mgr Biort, en Savoie suffisamment fournie de prêtres, pouvait parler avec ce désintéressement. L'évêque de Sion qui manquait de sujets pour la pastoration dans la partie française du diocèse, tint un autre langage. Lui qui donna à M. de Rivaz la tonsure et les ordres mineurs en Valais ; lui, l'évêque de son domicile, ne lui permettra pas de recevoir les ordinations majeures, à Paris, des mains de Mgr l'archevêque. Il protégea, il favorisa notre clerc dans le dessein de l'avoir dans son pays (*l. c.*).

Jusqu'ici, le lieu et les circonstances qui accompagnèrent la réception des

ordres de M. de Rivaz, demeureraient inconnus !... Où, ailleurs qu'à Paris ? Il tenta, dans ce but, des démarches, même pour le patrimoine. La Pentecôte ou la Trinité, espérait-il, le verrait sous-diacre.

Aujourd'hui, la correspondance de l'abbé à sa sœur Marguerite ne laisse plus de doute. Notre abbé se rendit, de fait, à l'appel de Mgr Ambüel. L'automne 1775, il se trouvait au séminaire de Géronde, d'où il écrivit à St-Gingolph, qu'il a du plaisir de vivre « avec de si braves gens ». Il reçut les ordres majeurs le printemps suivant : le sous-diaconat le 7, le diaconat le 27 mars, le sacerdoce le 7 avril, jour du samedi-saint 1776, selon les archives de l'évêché de Sion, probablement dans la chapelle du château de la Majorie.

Et que deviendra le nouveau prêtre ? Débutera-t-il dans l'enseignement ou le ministère ? Lui semble opter pour la pastoration : « Il me serait plus agréable de « vicarier » à S. Maurice que d'être précepteur, » écrit-il à sa sœur... « Je t'avoue que je me sentais quelque inclination pour cette localité... ; que je préférerais toujours une condition modique dans un endroit sain au meilleur bénéfice du pays... » « ...Je me faisais une fête de vivre auprès de mes amis de S. Gingolph... au milieu des bibliothèques les mieux fournies du Valais... Dieu qui fait tout pour le mieux, prévoyait peut-être que je me dissiperai et que je perdrais l'esprit de mon état. »

Nota. — Autrefois, nos aspirants au sacerdoce étudiaient un peu partout dans les établissements de théologie de l'étranger à Vienne, Dillingen, Douay, Paris, Lyon, Besançon, Thonon, Novare, Côme, Turin, Milan, Rome, etc. Le prince-évêque Jean-Joseph Blatter, vers 1740 réussit à fonder le séminaire diocésain de Géronde, transporté en 1817 à Valère, par Mgr Sulpice Zen-Ruffinen, puis descendu en ville, à l'avenue du Nord en 1875, sous l'épiscopat de l'évêque Pierre-Joseph de Preux.

Cet établissement se trouve près des remparts de l'ancienne enceinte de Sion.

CHAPITRE III

Vicaire à St-Maurice.

Après son ordination, on offrait à M. de Rivaz, en été, une place de précepteur à Monthey, dans la famille du Fay ; mais déjà Mgr le sollicitait d'aller aider le chanoine de Tornery, son parent, curé de St-Maurice.

Notre ecclésiastique débuta donc dans le ministère, dans cette localité, où il célébra sa première messe, le jour de Pâques 1776. Il figure, en effet, dans les registres de la paroisse de St-Sigismond, du 13 avril 1776 à la mi-octobre 1778. Il y prêcha, notamment, à la fête de St-Maurice 1777, le 22 septembre ; administra les sacrements, remplissant, par délégation, tous les actes du ministère (arch. de St-Maurice).

De là, il rayonne dans les environs, à Vérossaz pour la Ste Marguerite ; dans le Val d'Illiez, où il rencontre le recteur Clément ; à Monthey, St-Gingolph pour visiter sa sœur, ses cousins. Il y trouve l'occasion de consulter des livres et des actes, de s'instruire, mais aussi de goûter un tantinet les joies de la vie de famille chez tante « Donne ».

Héritant des goûts paternels pour les parchemins, il profita de ses loisirs à Agaune, pour retoucher l'ouvrage de son père sur les « Eclaircissements de la légion thébéenne », qu'il traduisit d'abord en latin. Il pouvait, dans ce but, se servir des riches archives et de la bibliothèque de l'abbaye, qu'il connaissait à fond (arch. de l'évêché).

Toutefois, son poste lui paraissait un champ d'action trop restreint. Bien doué, instruit, favorisé par des relations avec les personnalités ecclésiastiques, le jeune vicaire, par ses aspirations, se sentait transporté sur les bords de la Seine.

En octobre 1778, selon son *curriculum vitae* (archives de l'évêché 191-30), il obtint de Mgr Ambüel l'autorisation de regagner la France. Et comment expliquer l'« exeat » donné par l'Ordinaire, qui tenait tellement au retour de M. de Rivaz ? « A l'effet », continue le *curriculum vitae (ibidem)* » de publier le manuscrit de son père, de compléter ses connaissances et de se créer, si possible, une position plus avantageuse, si la fortune lui souriait. »

Notre vicaire, à son départ laissa néanmoins des regrets dans la paroisse, où il montrait du dévouement et des aptitudes pour le ministère. D'ailleurs, bourgeois de l'endroit, et allié aux familles d'Odet, de Nuce, Greyloz, il y comptait nombre de parents de connaissances et d'amis.

L'abbaye, avec ses archives et sa bibliothèque bien fournie, attirait notre historien, on le conçoit. Dans ce monastère, il connut des religieux appréciant sa science et ses qualités sacerdotales.

Rien d'étonnant si de Rivaz et sa famille restèrent, de tout temps, attachés à cette antique maison religieuse.

CHAPITRE IV

Séjour en France.

§ 1. *De Rivaz à Paris.*

10 xbre = décembre

Le 10 octobre 1778 déjà, il se retrouvait à Paris, d'où il écrivit à sa sœur qu'il se portait bien et s'occupait de sa garde-robe. Le bénédictin dom Henri qui mettait, ainsi que ses confrères, l'érudition de Pierre de Rivaz au-dessus de ses inventions mécaniques, voulaient bien le recommander au cardinal de Luynes, archevêque de Sens. Mais ce prélat, qui protégeait les lettres et les sciences, séjournait alors à la cour de Versailles. Il fallait attendre son retour (arch. canton.).

Notre abbé, cependant, ne perdait pas son temps. Avant d'entreprendre d'autres démarches, il lui importait de rencontrer l'ambassadeur de Piémont, averti de son arrivée à Paris par l'abbé Thiolaz, une connaissance ; cela d'autant plus que dom Clément, le bénédictin, auteur de l'« Art de vérifier les dates », lui paraît un protecteur, qui lui assurera des protections à Turin.

Malgré tout, notre ecclésiastique s'énerve des contretemps, lui qui ne trouve pas aussitôt une pension aux Missions Etrangères ou dans une autre maison religieuse. Il habite rue de Limoges, se démène sans pouvoir aborder les gens de la Sorbonne ni retoucher les notes historiques de son père. Comment ne tiendrait-il pas « Gogo » au courant de ses faits et gestes ? Il lui écrit à St-Gingolph : « Plusieurs savants croient que le système généalogique sur la maison de Savoie attirera plus l'attention du public que les « Eclaircissement sur le martyre de saint Maurice » (l. c.).

En janvier 1779, il peut enfin entrevoir son Eminence de Luynes, homme de bien, qui lui conseille de ne pas se leurrer d'un espoir trompeur à propos de ce dernier ouvrage. « Ce prélat lit, néanmoins, en ce moment la vie de notre père et l'épître de l'ouvrage que je dédie : A son Eminence Monseigneur de Luynes, cardinal, archevêque et vicomte de Sens, primat des Gaules et de Germanie, comte de Corbie, commandeur de l'Ordre du St-Esprit, de l'Académie française et de celle des sciences, etc. » (l. c.).

Le cardinal, on le sait, accepta, la dédicace des « *Eclaircissements* » parus en août de la même année, mais retouchés par l'académicien Bauzée (*l. c.*).

De Rivaz travailla alors à faire valoir les autres ouvrages et inventions de son père Pierre, et chercha à se créer des relations avec tous ceux qui pouvaient s'y intéresser. Bien que ses frères lui refusent leur concours, il tente des démarches à l'effet d'intéresser des connaisseurs à « *l'horloge de mer* », qui permet de connaître, sur l'Océan, les degrés de latitude ; puis à la « *machine à graver* », qui donne aux vues le dernier fini. Un tableau d'une victoire de Louis XV, la bataille de Fontenoy, ce semble, aurait, grâce à cet instrument, obtenu un grand succès. Infatigable, il le recherche (*l. c.*).

§ 2. *Vicaire général de Dijon.*

Vers 1770 déjà, l'oncle du Fay écrivait à de Rivaz que les affaires de son père Pierre causaient de graves inquiétudes, mais que sa famille fondait sur le jeune homme de grandes espérances (*l. c.*).

Une fois à Paris, notre abbé songea donc à tirer parti des inventions de son père. A cet effet, il travailla à se faire une position qui lui permit d'arranger sa situation et de s'occuper de sa sœur. Il s'y ennuyait d'abord à mourir. L'inaction lui pesait, le désœuvrement le tuait, disait-il. D'ailleurs, « Je ne suis rien pour Dieu et le prochain. Une partie de mon temps se passe en visites de cérémonies, de bienséance, d'intérêts. Toujours redire la même chose, parler de moi, de mon père ; en reparler jusqu'à m'en étourdir moi-même. Ce manège me lasse, mais je reprends courage, parce qu'il y va de la gloire de notre père ; parce que je vous aime tous et veux vous devenir utile. Priez Dieu pour moi... A la messe je me souviens de vous, je demande au ciel de vous retrouver en bonne santé, lors de mon retour en Valais. » A l'effet de réussir dans sa tâche, il apprend à connaître les Pitt-Aubert, gens dévoués, où il prendra plus tard pension ; il se fait présenter au duc Mailli, au baron Zurlauben, etc. (arch. canton.).

Des protecteurs le présentèrent à l'archevêché, dont un secrétaire, amateur d'histoire et auteur d'une dissertation sur les martyrs thébéens, lui parut favorable, ainsi que d'autres dignitaires ecclésiastiques et des cercles jouissant d'une certaine notoriété. Bien lui en prit : grâce à ses talents, à des recommandations, il obtint le titre de grand-vicaire honoraire de Dijon. L'évêque de cette capitale bourguignonne, Mgr Jacques Joseph de la Vogué, par lettres datées de Paris, le 5 juillet 1779, lui conférait cette dignité, avec tous les pouvoirs spirituels et temporels (*l. c.*).

Préalablement, notre titulaire devait prendre ses grades en droit canonique. A cette date seulement, il convient de placer les études juridiques de notre chanoine à la faculté de Reims, ce qui lui valut son inscription au barreau de Paris. Il ne pratiqua l'avocatie que pour certaines causes concernant le diocèse de Dijon. Voilà ce qu'il avance lui-même dans son *curriculum vitae* (arch. de l'évêché).

§ 3. *De Rivaz, précepteur.*

Pourtant, le titre de vicaire général honoraire de Dijon ne suffisait pas à occuper notre théologien, et surtout à le faire vivre. Grâce à la protection de l'archevêque de Tours et de l'évêque d'Arles, il obtint, dans la maison du duc de la Trémoille, la charge de diriger les études théologiques et de servir de Mentor à un fils destiné, espérait-on, au sacerdoce. Il donna à sa sœur, le 24 avril 1783, sa nouvelle adresse à l'hôtel de la Trémoille, rue St-Dominique, Paris. On y qualifie le nouveau venu de « docteur » de M. l'abbé de la Trémoille, emploi honorable et toujours exercé par des habitués de la Sorbonne. « Aussi me considère-t-on dans la maison, crois-moi ».

Pour cause d'incompatibilité d'emploi, il doit renvoyer à l'évêque de Dijon ses lettres de grand-vicaire. Il a soin d'en garder le double, adressé à sa sœur, qui le conservera dans les papiers de famille, aujourd'hui aux archives cantonales.

Désormais, notre abbé suit l'étudiant partout. Il passe avec lui l'été 1783 au château d'Attichi, près de Compiègne. « Mon élève ne me paraît pas un sujet qui promette beaucoup, écrit-il, mais les gens de cette condition peuvent parvenir, pourvu ne pas mettre d'obstacle à leur fortune par leur conduite » (l. c.).

« Il est décidé que nous entrerons au séminaire cet automne. Mgr l'archevêque de Tours se charge de nous le choisir dans Paris, où nous retournerons en octobre, dans la communauté de Laon, rue de la Montagne de Ste Geneviève. »

Au séminaire, de Rivaz se sent heureux, portant avec les nouveaux supérieurs, les soucis d'éducation et de direction de notre jeune clerc. Il jouit, de plus de liberté qu'au château familial et partage les responsabilités. Dans cette nouvelle ambiance, il respire un air très pur de piété, qui servira à ranimer en lui l'esprit sacerdotal reçu par l'imposition des mains du bon évêque de Sion Ambüel, qui l'aimait comme un père. Il se trouve à la « source » des livres et de la science ecclésiastique ; le joug de la règle ne lui pèse pas et son sort convient à ses goûts.

Enfin le 29 octobre 1783, le temps avance et le séminariste va recevoir les ordres, ce qui achemine son Mentor vers la fin de ses fonctions (arch. cant.).

M. de la Trémoille ordonné reçut l'abbaye de Fontenay en commende, et obtint, plus tard, un canonical dans le chapitre de Strasbourg, dont il deviendra doyen en 1792. A en juger par la correspondance de M. de Rivaz, touchant la pension que le roi Louis XVI lui servira, en mars 1789, dans la feuille des bénéfices, sur les revenus de cette même abbaye, il semble que maître et élève se quittèrent en bons termes au bout de près de deux ans (arch. cant.).

Quoi qu'il en soit, le duc de la Trémoille ne dut guère pécher par excès

de générosité, car de Rivaz, de nouveau sans emploi, cherchait des occupations. Son *curriculum vitae*, on ne saurait le nier, laisse l'impression d'une déception (arch. de l'évêché).

§ 4. La pension.

Mgr l'archevêque de Paris qui appréciait les connaissances de M. de Rivaz en Patrologie, dans l'Écriture Sainte et les antiquités chrétiennes, le donna alors comme collaborateur à l'évêque de Seez (Seneciensi Episcopo) dans la composition d'un ouvrage important : « *Flumen Eloquentiae sacrae ex duplici doctrinae christianae fonte, scilicet tum scripto Dei verbo, tum patrum traditionae derivatum.* » Traité d'éloquence selon les deux sources de la doctrine chrétienne, l'Écriture Sainte et la Tradition des Pères (arch. de l'évêché).

Cette collaboration exigea un travail pénible et continu de plusieurs années (archives de l'évêché). Sur la recommandation de NN. SS. de Paris et de Seez, l'archevêque de Lyon, chargé de dresser la liste des pensions au nom du roi Louis XVI, lui accorda, en mars 1789, une rente annuelle de 2000 francs sur l'abbaye de Fontenay, dans le diocèse d'Autun (arch. cant.).

Cette pension, dont il commença à jouir au début de 1789, causa à son bénéficiaire bien des déboires, lorsqu'éclata la Révolution française. L'Assemblée Constituante, dans l'embarras financier où se débattait la France, supprima les titres et les droits seigneuriaux avec les rentes sur la couronne. Comment des esprits prévenus contre le clergé n'auraient-ils pas la main lourde dans le chapitre des pensions ? La question de l'émigration royaliste vint encore corser la situation.

Ne recevant rien, malgré son inscription parmi les pensionnés, notre ecclésiastique entreprit des démarches auprès de M. de la Trémoille, à la fois bénéficiaire de l'abbaye de Fontenay et doyen du Chapitre des nobles, à Strasbourg. Le secrétaire de ce dernier, Leiter, par lettre du 14 décembre 1789, en rappelant à M. de Rivaz les bonnes relations d'antan, lui répondit que la Révolution, par malheur, a tout changé : « Le Grand Chapitre, comme vous avez pu l'apprendre par les feuilles publiques, protesta contre les décrets de l'Assemblée nationale. Ses membres n'accepteront plus ni pensions, ni dédommagements, et le Chapitre s'établira au-delà du Rhin. Ce corps ecclésiastique envoya sa protestation au roi [de France], à l'empereur, aux souverains de Prusse et de Suède, ainsi qu'à tous les princes garants du traité de Westphalie. Ainsi, au procureur-syndic de Semur, dans la Côte d'Or, de payer votre pension » (arch. cant.).

Pour suivre la filière, notre compatriote dut adresser sa requête au Département de la Côte d'Or, qui, après examen du cas, le solutionna selon les décrets de l'Assemblée Constituante, donnant ordre au procureur-syndic de Semur de servir à l'intéressé ce qui lui revenait. Notre ecclésiastique re-

cut donc, en avril 1791, 2100 francs pour l'année écoulée et les premiers mois de la suivante, par l'intermédiaire de l'abbé Berger, son procureur (*l. c.*).

Comme la position empirait en France, l'argent n'arrivait plus. Notre abbé se décida à lancer de St-Maurice une nouvelle requête au Département de la Côte d'Or, prétextant qu'il rentra dans sa patrie les premiers jours d'août 1791 pour régler des affaires de famille et soigner sa santé, dont l'état exigeait un séjour aux bains de Loèche. Dans le pays qu'il habite, il n'y a aucun rassemblement d'émigrés (*l. c.*).

Répondit-on favorablement à sa demande ? L'ami Biget, d'Annecy, dans une lettre à de Rivaz, parle de la réduction des pensions. Quoi qu'il en soit, celui-ci devait toucher une partie de la sienne, puisqu'il remplissait bien, à cet effet des formalités encore sous l'Empire français, en 1811 (*l. c.*).

CHAPITRE V

Retour en Valais.

Cependant, les événements se précipitaient en France. Le 12 juillet 1790, déjà, la Constituante votait la constitution civile du clergé ; à la fin novembre, paraissait le décret exigeant un serment de la part des prêtres. Fort de ses études de théologie et de droit ecclésiastique et civil, de Rivaz entreprit d'écrire un ouvrage sur la question : « Principes constitutifs du gouvernement ecclésiastique, où l'on réfute par l'Écriture Sainte et la tradition des Pères les maximes nouvelles de l'Eglise constitutionnelle », ouvrage qui remplirait quatre *in-quarto*. Il se hasarda même à lancer dans le public quelques tracts pour prouver la nullité de cette loi anticléricale, avance le doyen Chaperon, dans sa monographie de St-Gingolph. Ses lettres à Mgr de Beaumont y font allusion et notre compatriote se refusa, avec plus de 700 prêtres de Paris, de prêter ce serment attentatoire à la foi et à la liberté de l'Eglise, cela sous les deux formes successivement proposées (arch. canton.).

Dès lors, il ne se sentait plus en sûreté, même en province, où il vivait au château d'Yvouère, dans la Côte d'Or, depuis dix-huit mois. Il songea donc à rentrer en Valais, ce qui arriva en août 1791 (*l. c.*).

Heureusement, Mgr Blatter, dans ses réponses aux félicitations et aux compliments de M. de Rivaz, à l'occasion de son élévation à l'épiscopat, le 6 septembre 1790 déjà ; à ses vœux de nouvelle année en mars 1791, l'assurait, de Sion, de sa bienveillance, qu'il restât en France ou revînt au pays.

Sa Grandeur tirait ainsi notre compatriote de sa fâcheuse position (*l. c.*).

Fuyant la tourmente, notre rescapé songeait assez naturellement à se fixer définitivement en Valais. Honoré de la confiance et de l'estime du haut clergé français, reçu dans nombre de familles de l'aristocratie parisienne, il désirait moins, sans doute, pour satisfaire son amour-propre, que pour s'en prévaloir aux yeux de cette société... un titre de chanoine honoraire, qui ne venait pas (*l. c.*).

Et Mgr Blatter de lui témoigner plus de bienveillance, de l'encourager dans ses lettres : « Assurément, ce séjour en Valais vous paraîtrait plus fa-

cile, si le vénérable chapitre vous décernait un titre de chanoine, bien dû à votre probité et à votre érudition » (l. c.).

...Présentement, il ne peut réaliser vos vues. Il faut expliquer sa conduite à cause des événements survenus dans le Bas-Valais : la révolution du Gros-Bellet, la conjuration des Crochets où se compromit un malheureux ecclésiastique, l'attitude équivoque de votre frère Emmanuel, passé ostensiblement au service de la Révolution, malgré la défense de la diète. »

« Je ne vois pas, dans ce refus, une raison pour vous de nous quitter. Dans le cours du temps, le souvenir de ces faits se perdra et vos mérites resteront. S'il ne tenait qu'à moi et que ma demeure pût vous loger à côté de mon personnel, volontiers je vous recevrais à ma table, vous retenant en qualité de théologien de l'évêché et d'aide dans l'administration du diocèse. » (Janvier 1792) (l. c.).

« Veuillez m'indiquer la manière de vous retourner l'ouvrage important, que vous m'avez présenté par M. le recteur Chapelet. » Il s'agit des *Principes constitutifs* (l. c.).

De son côté, Mgr de Beaumont, archevêque de Paris, réfugié à Chambéry, en Savoie, répond, le 4 janvier 1792, aux vœux de nouvel an de notre licencié. Comme lui, il pensait que le deuxième serment imposé au clergé français apparaissait plus insidieux que le premier. Un ecclésiastique qui éprouve de l'attachement à la foi et à l'Eglise, ne saurait le prêter.

« Vous demandez si vous pouvez retourner à Paris. Vers Pâques 1792, dans une maison religieuse ; peut-être y pourriez-vous faire du bien et continuer votre ouvrage *Principes constitutifs* ? » (l. c.).

La position empirant toujours en France, le prélat parisien, le 10 mai 1792, dans une réponse, s'étonnait que de Rivaz ne trouvât pas un poste dans sa patrie. « Vous désiriez vous rapprocher de Chambéry. Je vous y verrais avec plaisir. Quant à vous suffire ici, il me semble difficile de découvrir ce qu'il vous faudrait » (arch. canton.).

« J'ai reçu », écrit-il le 9 juin 1792, « votre manuscrit sur les *Principes constitutifs du gouvernement ecclésiastique*, etc. ». Voilà un ouvrage utile, où je reconnais vos idées que j'apprécie, du reste. Attention, néanmoins, à certaines affirmations discutées même parmi les théologiens de marque et nos évêques. Selon votre désir, je vous ai recommandé à Mgr d'Annecy » (l. c.).

CHAPITRE VI

De Rivaz, auditeur de curie.

M. de Rivaz habitait St-Maurice, faisant la navette dans les environs, à St-Gingolph et Monthey, où il comptait des parents, des connaissances et des amateurs d'histoire ; ainsi le grand châtelain Jean de Vantéry, ses cousins de Rivaz et d'Odet. Occupant ses loisirs, il complétait son ouvrage les *Principes constitutifs du gouvernement ecclésiastique*. Il mettait également la main à d'autres études historiques sur notre diocèse, notamment : « Les divers métropolitains, dont releva l'Eglise de Sion aux siècles passés » ; « Les évêques des Alpes Pennines habitant tantôt à Martigny, tantôt à Sion » ; « L'existence de St-Théodule au temps de Charlemagne, selon un parchemin attaché à un livre à l'usage du clergé de Valère », au treizième siècle ; « Les prérogatives temporelles des évêques de Sion », découlant des « Statuts » composés par des magistrats valaisans, édités en 1571, sous l'évêque Hildebrand de Riedmatten ; enfin, les « Annales épiscopales de l'évêque Blatter, glorieusement régnant ». Dans ce but, il pouvait faire usage des archives et de la riche bibliothèque de l'abbaye (*l. c.*).

A cette époque, il s'employa aussi pour l'école de St-Maurice. Les questions scolaires ne le laissaient pas indifférent, comme nous le verrons plus tard. Ne tenant pas à enseigner lui-même, il consentit du moins à écrire à son ami Biget, grand vicaire d'Annecy, pour en obtenir des maîtres parmi les ecclésiastiques de ce diocèse, ce qui ne parut pas se réaliser aussitôt (*l. c.*).

Malgré tout, M. de Rivaz hésitait toujours. Plus il réfléchissait, plus il se sentait mal à l'aise dans un diocèse où l'on suspectait son orthodoxie, où il n'occupait encore aucun poste.

L'on se demande naturellement quel motif engageait M. de Rivaz à quitter notre diocèse pour se faire incorporer à celui de Genève ?

M. le curé-doyen Chaperon affirme, dans son histoire, que notre abbé trouva, parmi ses compatriotes, un malveillant servant en France — un officier de Riedmatten selon le *Nouvelliste* du 3 juin. — Celui-ci le desservit à l'évêché de Sion, le désignant comme entaché de jansénisme et de gallica-

nisme, ce qui émotionna ses confrères !!! On en parlait dans les conférences, en société ; on l'interrogeait pour chercher à découvrir ses opinions. Se sentant soupçonné, surveillé, même examiné, de Rivaz découragé — on le serait à moins — songeait, de fait, à quitter de nouveau un diocèse, où il paraissait suspect au clergé et n'obtiendrait jamais un poste répondant à ses vues... Un mot de l'évêché le tira de sa perplexité.

Mgr Blatter, au début de l'été 1792, invitait M. de Rivaz, par lettre à venir le trouver aux Mayens de Sion, pour aviser aux moyens de l'employer à la curie épiscopale, en qualité d'auditeur et de conseiller dans l'administration du diocèse (*l. c.*).

Notre personnage accepta ces propositions. Le 12 septembre 1792, une lettre de l'archevêque de Beaumont, de passage à Fribourg, le félicitait de cet arrangement, avec un pli de recommandation pour Mgr Blatter. Dans l'attente, puisque le général français Montesquiou occupait la Savoie, il se réfugiait à Constance avec d'autres émigrés. Il continua, de cette ville, à correspondre avec de Rivaz pendant six ans, discutant avec notre théologien certains passages de son dernier ouvrage, qu'il lisait attentivement, réservant, toutefois, certaines opinions à l'assentiment de Rome (arch. canton.).

Comme auditeur, M. de Rivaz remplissait avec compétence et dévouement sa charge, méritant l'estime de son supérieur. Il ne fallut pas beaucoup de temps pour se convaincre de son orthodoxie, de son savoir et de sa conscience. Evêché, Chapitre, autorités civiles lui témoignèrent pleine confiance. Mgr Blatter, pendant ses visites de 1794, lui donna tout pouvoir pour mettre les archives et les papiers de l'évêché à la disposition des ecclésiastiques et même des laïcs. Fréquemment, l'entourage put constater que l'on recourait à notre licencié pour prendre son avis dans des questions importantes concernant l'Eglise et l'Etat (*l. c.*).

D'ailleurs, les nombreuses correspondances conservées soit à l'évêché, soit aux archives cantonales, confirment pareille assertion. Des curés lui écrivent pour dissiper leurs doutes, pour demander la solution de certaines difficultés, pour obtenir des renseignements, même des directions (*l. c.*).

Vraiment, le prélat sédunois ne se trompait pas, en confiant à notre personnage ce poste délicat. En ces temps d'agitation et de troubles, il sentait le besoin d'avoir à ses côtés un théologien compétent, expérimenté, faisant preuve de prudence, de tact, de décision et de fermeté. Il trouva ces qualités dans notre auditeur, qui, nous le verrons, continuera à donner satisfaction à ses supérieurs et méritera la créance de ceux qui recourront à ses services.

Avant d'ajouter foi aux discours qui circulaient sur les idées théologiques qui circulaient sur les idées théologiques de notre abbé, le chef du diocèse tint à le voir de près, à lui causer, à le suivre dans ses occupations. Il se sentit vite rassuré sur l'orthodoxie de son prêtre, que les tracts lancés à Paris devaient faire considérer comme ultramontain, surtout après les entrevues de ce dernier avec le chanoine Andrès, professeur de dogme.

« Monseigneur, remarque de Rivaz (op. V, 559), m'employa même, peu

après, pour « déjanséniser » un de nos chanoines honoraires qui suça cette doctrine à Vienne (le foyer du josphisme), passa en Hollande, demeura quelque temps à Paris, où il fréquenta les complices de la secte. Devenu chanoine capitulaire, il nous édifia tous par sa profonde piété. Il jeta au feu, désabusé, les ouvrages de Quesnel et des autres orgueilleux sectaires, qui résistaient si longtemps à l'autorité du Pape et du corps enseignant. »

A cette époque de la vie de notre chanoine se rattache la suppression du théâtre à Sion le vendredi-saint. Les Jésuites, appelés dans cette ville vers 1750, y trouvèrent un usage aussi bizarre que barbare.

En pareil jour, ainsi qu'on le faisait un siècle plus tôt en France et en Italie, on représentait, sur les tréteaux, la passion du Sauveur, dernier reste des mystères du moyen-âge. A coups de fouet, on labourait sans pitié les chairs de l'acteur qui s'offrait pour jouer le rôle du Christ, le chargeant ensuite d'une croix *authentique*.

Ces religieux crurent devoir substituer un spectacle scénique plus décent et plus sérieux à cette représentation qui dégénérait en une farce pieuse, où figuraient des personnes des deux sexes, prétendant convertir tous les spectateurs. Qu'arriva-t-il ? « Cette comédie ou cette tragédie sainte fit perdre l'habitude de prêcher le vendredi-saint » sur le mystère de la Rédemption.

Cependant, les Sédunois tenaient grandement à cette représentation déplacée en semblable journée. Comment s'y prendre pour la supprimer ? Sur le conseil de M. de Rivaz, auditeur de curie, Monseigneur invoqua divers prétextes pour justifier son absence plusieurs années de suite. Les professeurs du collège comprenant le désir de leur évêque, renvoyèrent ce spectacle après Pâques.

Si la population sédunoise manifesta quelque étonnement lors de ce changement, elle se fit peu à peu à un usage qui dura jusqu'au XX^e siècle.

CHAPITRE VII

M. de Rivaz, providence des émigrés.

La Révolution, par ses décrets, supprimait les titres et les droits seigneuriaux et imposait, par des mesures tracassières, le serment civil aux ecclésiastiques. Pour tout dire, elle portait atteinte à la personne et à la propriété, ce qui provoqua, dès 1791, l'émigration de nombreux Français, prêtres et laïcs. Voisin du théâtre de ces sombres événements, notre Valais ainsi que l'Allemagne et l'Italie, vit arriver un essaim de réfugiés, surtout des ecclésiastiques qui vinrent lui demander asile.

Partout où les circonstances le permirent, disons-le à l'honneur de nos ancêtres, on reçut ces infortunés à bras ouverts. Pouvoirs ecclésiastiques et civils s'employèrent de leur mieux. Mgr Blatter qui fit ses études à Lyon, donna l'exemple du dévouement, mettant à disposition des religieux des deux sexes les maisons de St-Pierre des Clages, de Géronde et même sa demeure familiale de Viège. Par ce beau geste, il mérita les éloges du nonce de Lucerne et même du Souverain Pontife (*Grenat*).

Comment ses diocésains n'auraient-ils pas suivi l'exemple de leur évêque ? St-Maurice hébergea 147 émigrés, pareillement Monthey, Martigny, Sion, Sierre, Loèche Rarogne, Viège, Brigue, jusqu'au lointain Conches, comme d'ailleurs toutes nos vallées latérales. Les registres paroissiaux en font foi. Pour nommer les bienfaiteurs, il faudrait citer trop de noms... Je renonce à le faire de peur d'en oublier (*l. c.*).

Dans ces tristes circonstances, M. de Rivaz devint la providence des malheureux émigrés. Il avait passé en France, surtout à Paris, nombre d'années pour ses études et les affaires de son père. Il comprenait le dénuement, les besoins, les difficultés des proscrits. Ses connaissances variées, surtout en droit ; ses voyages, son expérience des personnes et des choses, ses relations avec Milan, Turin, Chambéry, Annecy, Paris, etc. et tant de personnages considérables de France, lui permirent de rendre les plus grands services. Mgr Blatter le comprit aisément et laissa toute liberté à son auditeur de curie, son

aide dans l'administration du diocèse (*nostrum auditorem et consultorem atque in gubernanda diocesi nostrum fidelem administrum*) (arch. évêché).

Dans une courte étude, l'on ne saurait dire tous les bons offices de notre ecclésiastique envers les émigrés. Il fait bon accueil à tous ces malheureux ; il s'emploie pour leur procurer un abri, une pension, de l'argent, du linge, des vivres. Il écrit pour obtenir les passeports, des celebrets, pour transmettre les correspondances, pour demander des renseignements, pour faciliter le voyage de ces gens, même pour dissiper des malentendus entre eux, arranger des difficultés...

Qu'il suffise de citer ici quelques lignes de Jost, son condisciple de Milan, qu'il mettait à contribution ainsi qu'un peu tout le monde. « Nous voudrions venir en aide aux émigrés... Mais les revenus de nos maigres bénéfices, le climat froid de Conches en hiver ; notre nourriture qui consiste en viande salée, parfois de plusieurs années en arrière ; en pain de seigle... sans vin, car cette boisson nous coûte trop, constituent un véritable empêchement. Nous ferons, pourtant, notre possible. » Puis il continue avec une pointe d'ironie permise entre connaissances : « D'ailleurs, ces malheureux trouveront secours et consolation dans vos dizains inférieurs, qui profitèrent si largement des thalers français dans le passé » (arch. canton.).

« Tu me réclames des intentions de messes pour tes prêtres exilés. T'avouerai-je que nous ne nous sentons pas riches, en ces temps difficiles. Je partagerai, néanmoins, volontiers avec toi celles que l'on vient de m'apporter. En voici quinze pour tes protégés... »

« Si, à l'avenir, elles abondent, je me souviendrai, crois-moi, de l'œuvre de bienfaisance à laquelle tu voues tous tes soins » (arch. canton.).

A cet effet, on le comprend, il dut payer largement de sa personne, de son temps, de son argent : 561 lettres d'émigrés français, évêques, prélats, prêtres, nobles, etc. fuyant devant la révolution, lettres classées aux archives cantonales, salle de Rivaz, cartons 19, 20, 21 et 22, sans compter celles qui s'égarèrent, prouvent à la postérité la complaisance, la serviabilité, la bonté, le savoir-faire de notre chanoine.

CHAPITRE VIII

De Rivaz, curé.

Sur ces entrefaites, la France, par la chute de Robespierre et d'autres terroristes — la Révolution, ainsi qu'une Méduse, dévorait ses propres enfants — put jouir d'une certaine accalmie. Nombre d'émigrés en profitèrent pour rentrer dans leur pays. Alors, M. de Rivaz accepta, le 24 novembre 1795, la cure de Saillon (arch. de l'évêché).

Il se remit à la pastoration avec dévouement, envoya à Mgr, à l'occasion de la visite épiscopale, un état détaillé de sa nouvelle paroisse, dressa l'inventaire de son église et du bénéfice, avec un aperçu judicieux sur les us et coutumes de l'endroit. Curé d'un ancien bourg sous la Savoie, il occupait ses loisirs par l'étude des archives de ces lieux munis de fortifications, de tours (*l. c.*).

Il s'y trouvait depuis une année, lorsque, le 26 octobre 1796, sur le désir des autorités et des gens, l'Ordinaire le promouvait à l'importante cure de Leytron, qui paraissait lui convenir. A s'en tenir à sa correspondance avec sa famille, il s'y plaisait et désirait y continuer son ministère. Il y était depuis quinze mois, quand Mgr Blatter songea à lui pour un poste de confiance (*l. c.*).

* * *

Le bourg de Monthey, où éclata la révolution du Gros-Bellet, en septembre 1790, le Bas-Valais, que l'on dut occuper l'année suivante, de Martigny au lac, communiaient avec les idées de liberté répandues en France; tandis que les châtelainies de l'Entremont, Saillon et Conthey continuaient à faire preuve de soumission envers les Magnifiques Seigneurs du Haut-Valais, ce qui valut à leurs habitants des félicitations et des concessions de la part du Souverain (*Grenat*, 432).

Après la reconnaissance, par les patriotes, de l'indépendance du Bas-Valais, les Contheysans grisés par les proclamations de liberté, d'égalité et de fraternité, par les directions du résident français Mangourit, un franc-maçon notoire, ne se contentèrent plus de la faculté d'élire les autorités civiles. Ils s'attribuèrent, sans autre, le droit de nommer à la cure devenue vacante par le décès de M. Udry, leur curé-doyen. Ils choisirent, à cet effet, le nouveau titulaire sur la liste de trois candidats de leur façon. Comme l'élu ne leur plaisait pas, les femmes (*Grenat*, page 455) prirent leurs maris aux cheveux. L'évêque, outré de ce procédé contraire au droit canon, ne le reconnut pas davantage et refusa l'institution canonique.

Sachant M. de Rivaz populaire dans la région, Mgr, le 7 avril 1798, le nomma curé de Saint Séverin, lui enjoignant après la résignation de la cure de Leytron, de se présenter pour recevoir l'institution canonique (arch. de l'évêché).

Les hommes ne l'entendirent pas ainsi, et placèrent cinquante gardes pour s'opposer à la prise de possession. Déjà, le préfet national Charles Emmanuel de Rivaz, cousin de l'élu, voulait au début de juillet, faire escorter celui-ci par la troupe, quand l'évêché, par mesure de prudence, préféra temporiser, envoyant un capucin administrer provisoirement la paroisse (*Grenat*, l. c.).

Sur ces entrefaites, des hommes influents, les Duc, les Germanier, les Evêquoz, etc. agirent auprès de leurs concitoyens, qui se décidèrent, enfin, à recevoir le candidat de Sion. M. le chanoine Pignat, grand-vicaire, en juillet, pouvait écrire à ce dernier que trois villages le désiraient, lui ordonnant, au nom de son supérieur, d'occuper sans retard la cure de Conthey (arch. cant.).

Un entrefilet de M. de Rivaz, dans les registres de la paroisse, y fait allusion, comme, du reste, sa correspondance. Dans une réponse du grand-châtelain Duc, député au Sénat helvétique à Berne, datée d'Aarau le 3 août 1798, nous lisons : « J'ai reçu votre lettre, laquelle me prouve que la faction des malveillants se sent vaincue. Je n'ai jamais douté que vous n'ayiez le courage de prendre possession de la cure. » (arch. canton.).

Dévoué, affable, condescendant sans faiblesse, notre curé donna à ses ouailles les meilleures années de sa vie. Il se dépensa sans mesure pour tous, ce qui lui gagna l'estime des autorités et l'attachement de la population. Comme diversion, on lira peut-être volontiers le récit d'un incident plutôt amusant, survenu en février 1807.

L'on faisait, autrefois, à la patronale ainsi qu'à la Fête-Dieu, la parade militaire, défendue aujourd'hui par la Confédération. Or, cette année-là St Séverin, patron de Conthey, tombait le Mercredi des Cendres. Suivant les directions de l'évêché, M. de Rivaz dut interdire toute manifestation en pareil jour, et même pendant le carême, ce qui ne faisait pas l'affaire de ses paroissiens.

Le grand-châtelain d'un bond sauta à la cure pour demander des explications. Pour toute réponse, il reçut communication de la défense de l'Ordinaire. Que faire ? Pouvait-on célébrer la St-Séverin sans la troupe, sans les

détonations des mortiers ?... Il fallut, pourtant, se soumettre à l'ordonnance épiscopale. Le magistrat s'empessa de communiquer l'interdiction à toute la paroisse. Les quartiers d'en-bas se soumirent bien qu'à contre-cœur, mais la montagne ?... (arch. de l'évêché).

Le jour arrivé, la fête semblait se passer sans incident, lorsque le contingent montagnard d'A..., se permit, à l'élévation, une décharge générale qui causa l'étonnement des assistants. On reprit, comme il le méritait, l'officier coupable qui, après quelques récriminations, consentit à *s'amender* (l. c.).

Jusqu'en 1811, notre curé resta à la tête de cette populeuse paroisse, qui embrassait tout le mont avec ses nombreux villages, donnant satisfaction à ses administrés autant qu'à ses supérieurs. Il se dépensait avec dévouement pour ses ouailles.

A Saillon, il travailla à réorganiser la paroisse. Il répara, à Leytron, la cure. A Conthey, où il séjourna plus longtemps sans vicaire, il se mit, en dehors des occupations du ministère, même de ses études, à améliorer l'état du bénéfice, s'aidant des conseils d'hommes expérimentés, des directions de livres traitant des ruraux, vignes, champs et prairies (arch. canton.).

Pour prouver à quel point, il méritait la confiance de son évêque, voici ce qu'écrivait, en 1810, Mgr de Preux, auquel il demandait s'il devait accepter une stalle à la cathédrale : « Arracher au troupeau un pasteur chéri, éclairé, un homme apostolique, voilà un cas de conscience. (Paris, le 22 décembre 1810) ». (arch. canton.).

L'invasion franco-helvétique eut lieu en mai 1798, tandis que M. de Rivaz exerçait son ministère dans la région. Le 17 de ce mois, fête de l'Ascension, les bataillons de Lorges passèrent à Ardon, à six heures du matin, réussissant après la défaite des Haut-Valaisans à la Morge, à s'emparer de Sion, qu'ils mirent à sac sans pitié.

Cependant, les compagnies du commandant Blanchenay campaient à Leytron, où notre ecclésiastique remplissait les fonctions de curé. De son presbytère, celui-ci suivait les allées et venues, voyait les libertés que prenaient, envers les propriétaires, des soldats indisciplinés trépignant de ne pouvoir prendre part au pillage de la capitale.

Comme le gros de la population de Leytron habitait ou fuyait au mont, la troupe résolut de tenter un coup de main sur Chamoson, riche localité de la plaine, qui se défendit courageusement pendant toute une nuit. Le général français, à cette nouvelle, envoya le matin à son secours un détachement de dragons, avec ordre pour Blanchenay de quitter aussitôt le pays. Forcé de s'y soumettre, cet officier témoigna sa mauvaise humeur en inquiétant, sur son passage, Riddes, surtout Martigny, occupant le soir l'abbaye de Saint-Maurice.

Une troupe de cavaliers arriva heureusement d'Ollon (Vaud) à bride abattue pour délivrer le monastère de ces hôtes incommodes (*Grenat*).

En 1798, un groupe de soldats fribourgeois s'unit aux Bernois défendant les Ormonts. Mgr Odet, évêque de Lausanne, demanda, en cette circonstance, pour leur aumônier, les pouvoirs nécessaires à son ministère.

La première fois depuis la Réformation, le prélat sédunois fit usage de sa juridiction dans cette partie de son diocèse, qui s'étendait de la Furka au Léman. (*de Rivaz*).

CHAPITRE IX.

Le chanoine.

Après la victoire de la Planta (1475) et surtout la bulle d'Innocent VIII (1496), qui fermait l'entrée du Chapitre aux étrangers, les représentants du Haut-Valais dominaient au corps cathédral. Celui-ci, s'il procédait lui-même au recrutement de ses membres, subissait, parfois, l'influence des familles patriciennes, qui recommandaient, dit M. Imesch (B. o. G. VI), leurs rejetons ou leurs candidats. Pareils cas se vérifièrent jusqu'au XIX^e siècle, où l'on vit encore des ecclésiastiques récemment ordonnés, au sortir du séminaire, occuper une stalle de l'église cathédrale.

Pourquoi s'étonner, si les parents de notre licencié s'employèrent à lui procurer un poste en Valais, notamment la cure de Monthey en mars 1791, à la démission du titulaire M. de Werra? L'horizon politique s'assombrissait en France, où M. de Rivaz ne se sentait plus en sûreté, même en province, au château d'Yvouère, près de Tonnerre, où il séjourna huit mois chez les de Vauborel. En juillet 1791, notre ecclésiastique, selon un rapport aux autorités de Semur, dans le diocèse d'Autun, se décida à quitter la France (arch. canton.). — L'abbé de St-Maurice lui fit offrir le poste de Salvan.

A son retour dans le diocèse de Sion, au mois d'août 1791, M. de Rivaz aspirait au titre de chanoine honoraire, moins sans doute, pour satisfaire son amour-propre que pour entrer dans les vues de ses proches et se prévaloir aux yeux de l'étranger. Il reçut tant de témoignages de sympathie et de marques de protection de la part du clergé et des cercles parisiens, avec lesquels il entretenait des relations suivies. Mais les circonstances en Valais, retardèrent l'entrée de notre compatriote au Chapitre (arch. de l'évêché).

Connaissant les hautes relations en France, ainsi que les publications d'histoire, de droit de notre abbé, Mgr Blatter l'estimait à juste titre pour sa science, ses qualités. Il aurait, certes, répondu plus tôt à ses désirs. Aussi écrivit-il lui-même, le 16 janvier 1792, pour l'assurer de sa bienveillance et lui recommander d'avoir patience.

Au bout de quelques années, ses compétences, ses mérites, les services rendus au diocèse, tout le désignerait au choix du corps cathédral, qui l'agrèerait parmi ses membres (arch. canton.).

* * *

Le vénérable prélat ne se trompait pas. En 1802, le Chapitre, appréciant les qualités et les bons offices du curé de Conthey, le nommait chanoine honoraire de la cathédrale. On laissa à Mgr le plaisir d'instruire l'intéressé de cette nomination, ce que le prélat fit avec effusion, par lettre du 15 octobre. Son Excellence félicitait le titulaire et se réjouissait grandement de voir, enfin, disparaître les obstacles et les troubles qui, autrefois, s'opposaient à son élection (*quod remotis aliquando gravioribus quae temporum acerbitas opposuerat impedimentis et obtaculis*). (arch. cantonales).

Pour notre dévoué pasteur qui donnait satisfaction à sa paroisse et pourrait rendre service à Sion, pareil honneur apparaissait à tous comme l'achèvement à la dignité de chanoine résident ou prébendier. Voilà qui se réalisa, de fait, en 1811, où M. de Rivaz prit possession d'une stalle de l'église-mère du diocèse (arch. canton.).

Par son tact, son affabilité, autant que par ses capacités et son expérience des affaires, le nouvel élu s'imposa à l'attention de ses collègues qui, en 1822, l'élevèrent à la dignité de grand-sacristain. Notre dignitaire, de par ce choix, avait à s'occuper des ornements, des vases sacrés, du trésor, des offices de la cathédrale, mais aussi de certaines paroisses, dont il se trouvait patron: Naters, Bramois, Ardon-Chamoson, etc. Il avait à présenter les curés pour pourvoir ces églises (*Imesch*).

A cet effet M. de Rivaz, au décès des titulaires de ces deux derniers bénéfices, crut devoir jeter les yeux sur son homonyme et compatriote, mais non son parent, le D^r André Derivaz, autrefois préfet du collège de St-Maurice, alors recteur de Champéry, ecclésiastique de talent et de caractère. Celui-ci refusa le premier poste, à la vacance du second, qu'il accepta, remerciant avec effusion. Ainsi que nous le verrons plus tard, ces deux prêtres homonymes se retrouveront en face l'un de l'autre, à propos de la séparation d'Ardon-Chamoson (arch. canton.).

On s'étonnera peut-être de ne pas voir figurer le nom du chanoine Anne Joseph de Rivaz, si compétent, si méritant, dans la liste des grands-vicaires et des officiaux de notre diocèse. Objection facile à résoudre. M. le grand-doyen Pierre Imseng succombant à une blessure reçue au sac de Sion, des soldats français du général Lorges, le 17 mai 1798, M. le chanoine Alphonse Pignat, de Vouvry, ancien professeur et préfet du collège-lycée de Sion, exerça cette double fonction pendant près de cinq lustres, ajoutant à ses vastes connaissances, la compréhension de la langue allemande, ignorée de M. de Rivaz. D'ailleurs, dans un diocèse bilingue comme celui de Sion,

pouvait-on élever à ces charges importantes deux Bas-Valaisans à la fois ?

A d'aucuns qui prétendent que M. de Rivaz vivait en moins bons termes avec quelques chanoines, je répondrai que si, la partie française du diocèse se trouvait faiblement représentée dans le corps cathédral, tous ses membres traitèrent toujours notre confrère avec égard. Un fait suffit à le prouver, pour ne pas entrer dans des détails fastidieux. En 1822, M. de Rivaz, sans passer par la *chantrerie*, par les suffrages de ses confrères, parvint à la dignité de grand-sacristain de l'église de Sion, où il joua un rôle important, jouissant de la confiance de son entourage (*Imesch*).

CHAPITRE X.

De Rivaz, épistolier.

Notre personnage, que je sache, n'aspira jamais au titre de lettré. Ses goûts, ses études le portaient plutôt vers la théologie, le droit et surtout l'histoire. Néanmoins, l'on resterait incomplet dans un essai de monographie, sans dire un mot de lui comme épistolier.

De Rivaz écrivit des milliers de lettres d'intimité à sa famille, d'affaires, de convenance, de science pédagogique et historique, etc. Alors que l'on disposait d'un service postal bien primitif, au moyen de la lourde diligence, qui franchissait lentement le Simplon ou se dirigeait vers la France et l'Allemagne, les correspondances, si elles se faisaient rares, ne remplissaient pas seulement de simples billets ainsi qu'aujourd'hui... C'étaient, généralement, des entretiens par écrit de longue haleine, prenant plusieurs pages (arch. cant.).

Outre les lettres adressées, de Paris, à sa sœur Marguerite — Gogo de par son petit nom, — à ses frères, le général Emmanuel, pour essayer de le ramener ; Louis, professeur en Espagne, François Isaac, d'abord officier en France ensuite major de la bannière de Monthey, puis membre du Directoire exécutif du Valais (1798), conseiller d'Etat (1802) ; à ses oncles et tantes du Fay et de Rivaz, à son cousin Charles Emmanuel, notre futur préfet national et grand-baillif ; à ses amis Biget, grand-vicaire d'Annecy, et Barthélémy Jost, vicaire d'Ernen, qui lui écrivit, dans un latin soigné, qu'il préférerait son vicariat à tous les honneurs, il correspondait avec les émigrés, des dignitaires de France, de Piémont et de Suisse : NN. SS. Ambüel, Blatter, de Preux, Zen-Ruffinen, Roten, dans notre diocèse — avec les archevêques de Paris, Reims, Tours, Sens, Dijon, Arles, Seez, sans compter les réponses à des savants qui le consulteront, d'un peu partout sur les questions d'histoire (arch. cant.).

N'oublions pas ses lettres au doyen Bridel qui lui demandait des statistiques sur le Valais ; principalement, au vicaire Clément d'Illiez, où il aborde des sujets d'actualité, de science historique, mais aussi de littérature et de pédagogie. A cet effet, ce qui pourrait intéresser nos colléges et l'Ecole nor-

male, il intervint souvent, en particulier en 1828, auprès du gouvernement au nom de l'évêché, de l'abbaye de St-Maurice, du prévôt du St-Bernard, lors de la discussion des lois sur l'enseignement (*l. c.*).

En écrivant ses lettres d'un seul jet, avec, parfois, des ratures et des surcharges, l'on devine que de Rivaz, s'il conservait tous les bouts de papiers, et en histoire, tous les chiffons de parchemins qu'il ramassait même dans les rebuts, n'affichait aucune prétention à la publicité et à la gloire dans le genre épistolaire.

Toutefois, la lecture rapide de ses lettres à ses parents, à ses amis, où il apparaît dans l'intimité, me laisse l'impression que de Rivaz appartenait bien à son temps. Sensibilité exubérante avec des notes d'égotisme, quand il s'ouvre à Gogo ou aux siens pour leur découvrir son état d'âme et leur parler de ses projets d'avenir — amour de la belle nature, dans ses descriptions des Alpes du Valais et de Savoie, du bleu Léman, des côtes riantes du pays de Vaud, des promenades de Gêronde et de Sierre, des courses dans les environs de Paris — s'il pérore sur la liberté... ou se plaint du bruit produit par 14.000 voitures roulant sur les pavés de la capitale, etc. Il ne manque pas d'esprit, d'humour, de mordant lorsqu'il blague, pour peindre sur le vif, les défauts des habitants de cette Babylone moderne, ou prend le temps d'habiller quelqu'un à sa façon et de relever un travers (*l. c.*).

N'écrivait-il point dans la langue de Goethe, qu'il désirait connaître — il regretta toujours de n'avoir trouvé l'occasion de l'apprendre — il maniait joliment le français, le latin et même l'italien.

CHAPITRE XI.

De Rivaz, historien.

Si notre ecclésiastique n'aspirait pas à figurer parmi les lettrés et même les épistoliers, lui qui écrivit des milliers de lettres, voire de longue haleine, sur divers sujets, il s'impose certainement à l'attention de tous comme un historien de race.

Eprouvant ainsi que son père Pierre de Rivaz, auteur des *Eclaircissements sur le martyre de St-Maurice*, des *Origines de la Maison de Savoie*, un goût prononcé pour l'histoire, il y travailla soixante ans sans relâche. Etudiant en vacances, vicaire ou auxiliaire à St-Maurice, auditeur de la curie épiscopale, curé dans les anciennes châtellenies de Saillon et de Conthey, chanoine de la cathédrale, archiviste de l'évêché, de Valère, il fouille partout, avec passion et un flair remarquable, les archives tant publiques que privées, même celles du Haut-Valais : de Naters, qu'il consentit à classer à la demande du curé Stockalper (arch. canton.).

Visitant en personne les lieux, auxquels se rattachent des souvenirs historiques, il interroge les gens, examine les ruines, accepte le concours de qui peut le renseigner : de Lovinaz, de Chastonay à Sierre — les de Riedmatten, de Torrenté, de Kalbermatten, de Lavallaz, de Montheis à Sion — le curédoyen Carrupt d'Ardon-Chamoson — les chanoines Murith, Jérôme Darbellay du St-Bernard — le docteur Desloges, l'abbé Clément du Val-d'Illiez, ses cousins d'Odet, de Vantéry et de Rivaz à St-Maurice, Monthey, St-Gingolph. Il a des relations suivies avec tous ceux qui s'intéressent à l'histoire (arch. canton.).

Gardez-vous de croire qu'il s'en tint aux données puisées dans le pays. Non, il correspondait, autant pour fournir que pour recevoir des renseignements, avec les historiens des cantons et des pays voisins : avec le Père Martin du Fay-de Lavallaz, bénédictin d'Einsiedeln (1801) — le baron d'Estavayer (1803). — Haller et l'avoyer de Mullinen de Berne. Le premier le remercie de l'inscription romaine découverte au clocher de l'ancienne église de Sierre ; le second lui annonce qu'il inscrit notre chanoine dans la liste des

membres de la Société d'histoire de la Suisse. Il prend note, en même temps, des renseignements donnés sur les liens de parenté entre les comtes de Savoie et de Granges et lui demande des articles pour le bulletin d'histoire. S. de Lenzbourg le consulte sur les comtes de la Maison de Neuchâtel (1821); même des historiens d'Allemagne et de Piémont, notamment le chevalier Cibrario, venu pour étudier les archives de l'abbaye, du St-Bernard et de Valère pour son histoire de la Maison de Savoie (1831) (arch. canton.).

Aussi, que de chartes arrachées à la destruction ! Que de dates, voire du premier moyen-âge déchiffrées péniblement et relevées avec soin ! Que de descriptions de lieux aujourd'hui bouleversés, défigurés ! Que de topographies faites, *currente calamo*, entre autres celles des châteaux de Granges, conservées aux descendants ! (Rameau).

L'on s' imagine peut-être que notre chanoine travailla en égoïste, qu'il recueillit des impressions en amateur, uniquement pour satisfaire son goût de savant ? Non, il laisse à la postérité 18 gros volumes *in-folio* de 600 à 700 pages, sur le Valais entier, de la Furka au Léman, depuis les origines au début du XIX^e siècle, sans compter nombre de généalogies, de correspondances officielles et particulières, de collections, de statistiques, etc., etc. (arch. cant.).

Avec soin, érudition et beaucoup de sens critique, il rassembla, conserva nombre de pièces qui se perdirent ou devinrent la proie des flammes. On ne les retrouve que dans la salle de Rivaz aux archives cantonales, et... à Turin. On pourrait citer le cas de chartes détruites dans les incendies, de pièces égérées ou jetées par des particuliers ou des autorités, ce qui arriva malheureusement dans notre voisinage, dernièrement encore. Par bonheur, des copies s'en trouvent dans les *in-folio* de Rivaz qui, d'ailleurs, rendit de réels services à Gremaud dans la publication des huit volumes d'actes sur le Valais.

Ses recherches, ses compilations, de fait, servirent à tous ceux qui le suivirent sur ce champ d'études : les historiens Clément, Bocard, Gremaud, Furrer, Gay, Rameau, Grenat, Bertrand etc. Pour moi, je l'appellerais volontiers mon grand-papa.

Si les auteurs de la *Monographie du Val d'Hérens* ne citèrent pas, parmi les références, le nom de notre chanoine, c'est que celui-ci ne dit rien ou presque rien sur cette vallée. Lui qui s'occupa du Val d'Illiez, de l'Entremont, du Val de Nendaz, d'Anniviers, etc., semble ignorer les archives d'Hérens où le vénérable Chapitre, avec d'immenses domaines, possédait des métallies et les vidomnats de Mase et de Vex.

Assurément, nous qui vivons un siècle plus tard, nous qui profitons de chartes découvertes depuis, surtout des comptes de châtellenies bas-valaisannes conservées à Turin, nous relevons, chez notre savant, quelques lacunes, même des inexactitudes — d'autres en signaleront après nous. — Pourquoi s'en affliger, puisque le rôle de l'histoire consiste à établir la vérité pour l'enseignement des générations futures ?

Ainsi, pour ce qui concerne Sion, de Rivaz cite quelques noms d'évêques, rejetés par la critique moderne. Malgré ses doutes, le château de Tourbillon

reste l'ouvrage du prince-évêque Boniface de Challant vers 1292. Les de la Tour Châtillon, majors de Sion, n'en possédèrent jamais le vidomnat, fief d'une branche de la Maison de Rarogne, puis de leurs héritiers les nobles d'Aigle et de Chevron, contrairement à son opinion.

Chamoson, d'autre part, ne constituait pas primitivement paroisse, mais demeura toujours chapelle ou église filiale (appelez-la comme vous le voudrez) desservie par Ardon, l'église-mère de la grande majorité, ainsi que Drône dépendit de Savièse ; Chippis, de Chalais.

Qui ne comprend que ces restrictions ne diminuent en rien l'œuvre de notre historien ?

Jusqu'alors, ses prédécesseurs dans la carrière de l'histoire, les Miles, de Riedmatten, Brantschen, Schröter, Berodi, Quartéry, Charles, Charlety, n'avaient guère fait que des chroniques, des compilations, versant, parfois, dans la crédulité, la naïveté... A M. de Rivaz revient le mérite de traiter notre histoire valaisanne avec l'objectivité et le sens critique d'une science, l'impartialité d'un juge intègre qui possède la compréhension des différentes époques, évoque personnes et choses du passé au tribunal redoutable de l'histoire. Il écrivait avant l'ère romantique, qui prétendit dramatiser les événements, pour caractériser une époque. Contre cette théorie, il se produisit une réaction, témoin de Smet ! *Principes de la critique historique*. — Langlois : *Introduction aux études historiques*, page 258. — Verest : *Manuel de littérature adopté en Belgique*, p. 351 — et l'école de Jansen, Pastor, Michael, Mayer, professeurs en Allemagne et en Autriche.

De Rivaz, par son flair à découvrir les documents, par la justesse du coup d'œil, juge sainement de l'ensemble, sans oublier les détails. Il trouve les divisions qui s'imposent. Dans sa perspicacité, il entrevoit les causes des événements, aperçoit habilement leurs relations cachées, déduit leurs conséquences avec logique, laissant à la lecture de ces manuscrits, l'impression d'un savant capable et consciencieux.

Des critiques lui reprochent de manquer de méthode et de négliger son style. Ne perdent-ils pas de vue le but poursuivi par notre auteur ?

Celui-ci ne se proposait pas d'écrire une histoire du Valais, mais seulement de rassembler les matériaux à exploiter après lui à cet effet. Dans cette tâche, où il travailla avec compétence et dévouement, on peut relever de la prolixité, de l'incohérence, des négligences, des répétitions, de la sécheresse ; mais qui nierait les services inappréciables rendus à la cause de l'histoire en Valais ? Voilà autant de matériaux apportés à pied d'œuvre, dont les écrivains postérieurs, sur ce vaste champ de recherches, profitèrent largement. Comment ne pas reconnaître de Rivaz d'une voix unanime comme le père de notre histoire ? (Bertrand).

CHAPITRE XII.

De Rivaz et nos évêques.

Notre chanoine, homme délicat et cultivé, montra toujours envers ses supérieurs, notamment nos évêques, beaucoup de prévenance et d'égards. A l'occasion de leur promotion à la mitre, du nouvel-an ou de quelque événement marquant, il leur écrivait, même de l'étranger, pour les féliciter, leur exprimer les vœux qu'il faisait pour la conservation de leur santé et un épiscopat heureux. Mgr Ambüel le protège et lui accorde une place au collège helvétique de Milan. Plus tard, il s'emploiera pour le faire jouir de certaines pensions (arch. de l'évêché).

Mgr Blatter, dont de Rivaz salua l'avènement avec joie, à son tour, répondra à ses lettres, en l'assurant de sa bienveillance et de sa protection. Inutile de répéter ici tout ce que ce prince-évêque fit pour ramener et fixer définitivement notre abbé dans son diocèse. Il l'attache à la curie épiscopale en 1792, recourant à ses conseils, à ses services dans l'administration et la diplomatie. Dans la pénurie de prêtres, dont souffrait notre Valais, il nomma notre licencié curé dans le voisinage de Sion, aux fins de pouvoir le consulter et de recourir à lui à l'occasion (arch. canton.).

Se basant sur des notes ou des mémoires de l'époque, d'aucuns affirment que M. de Rivaz ne jouissait pas des mêmes faveurs sous les épiscopats suivants. NN. SS. Ambüel et Blatter traitaient, sans doute, notre abbé d'une manière toute paternelle. A s'en tenir aux pièces, leurs successeurs continuèrent à notre personnage leurs marques de sympathie et de confiance. Ainsi, le 10 décembre 1810, Mgr de Preux lui écrit de Paris : « Même embarras » pour moi, M. le curé et cher chanoine, à dissiper vos perplexités, quand il » s'agit d'arracher au troupeau (à Conthey) un pasteur chéri, éclairé, un » homme apostolique comme vous. D'autre part, j'éprouve un certain désir » de vous posséder près de moi, pour profiter de vos conseils, parce que, rési- » dant à Sion, vous pourriez faire beaucoup de bien au diocèse. »

Néanmoins, le prélat hésite. Pourquoi ? Ecoutez quelque chose d'inédit, certes.

« Mais allons plus loin et considérons l'incertitude des événements. Quoi-
» qu'un ministre d'Etat français assurât à MM. de Sépibus, Emmanuel de
» Rivaz que Sa Majesté conserverait les biens ecclésiastiques... rien de moins
» certain qu'après moi, l'on ne transfère à Genève le siège épiscopal de Sion;
» que l'on ne supprime chez nous le Chapitre cathédral !

» D'ailleurs, vos parents vous conseillent-ils d'échanger la cure de Conthey
» contre un canonat ? J'ai appris que vous jouissiez d'une rente notable
» payée par la France. Si vous dussiez la perdre par cette mutation » ? ? ...
(arch. canton).

A peine de retour dans son diocèse en février 1811, Mgr de Preux se fit accompagner à Paris par M. de Rivaz, à l'occasion du fameux synode tenu dans cette capitale, ce que suggère le celebret délivré au mois de juin par le cardinal Maury, archevêque de Paris (arch. canton.).

Il profita de ce voyage pour régler les formalités concernant sa pension (l. c.).

Malgré tout, M. de Rivaz accepta la stalle au Chapitre, et la chute de Napoléon éloigna définitivement une complication fâcheuse pour le diocèse de Sion.

Nous savons par un billet que Mgr Zen-Ruffinen invitait, vers 1828, M. de Rivaz à passer quelques semaines dans son chalet des Mayens de Sion. Voilà qui prouve les excellentes relations entre l'évêché et notre chanoine.

Celui-ci montrait également beaucoup de déférence envers Mgr Roten. En 1832, Chamoson se décidait à se séparer d'Ardon pour constituer paroisse à son tour. Dans cette affaire qui alla jusqu'à la nonciature de Lucerne, notre grand-sacristain, patron de la cure d'Ardon, elle-même intéressée dans le conflit, entra résolument dans les vues de son évêque en faveur de la séparation (arch. d'Ardon).

Que l'on nous permette de conclure que M. de Rivaz faisait grand cas de ses supérieurs. Juste d'affirmer que notre dignitaire vécut, de tout temps, en bonne intelligence avec l'évêché. Les prélats sédunois appréciaient son attachement et son dévouement à leur personne, reconnaissant les services rendus au diocèse. Ils l'honorèrent toujours de leur bienveillance et de leur confiance.

CHAPITRE XIII.

De Rivaz, conseiller.

Notre chanoine fit des études sérieuses de théologie et de droit, écrivant sur des questions touchant les relations entre l'Eglise et l'Etat, notamment « *Les principes constitutifs* », etc.

De ce fait, il se trouvait compétent dans la matière. Pourquoi s'étonner, dès lors, si autorités ecclésiastiques et civiles recouraient à ses connaissances et à son expérience dans les affaires qui les intéressaient tous, au début de 1798. Mgr Blatter lui écrit, lui-même ou par des laïcs, pour avoir son avis sur les sombres événements qui se préparent, ...la constitution helvétique, sur le serment imposé à nos ecclésiastiques, mais aussi sur la mentalité et les intentions des populations des différentes parties du canton, voire de leurs représentants (arch. canton.).

A lui aussi, s'adressaient des magistrats, pour connaître son opinion, obtenir une direction, son intervention auprès du préfet national ou des résidents de France, et d'autres gouvernements. Le grand-baillif, en 1793, avait interprété, à la diète de Sierre, les sentiments du régent de France à Turin, envers le Valais. L'évêché y répondit par une lettre composée par M. de Rivaz, lettre dans laquelle Mgr Blatter affirme « avoir autorisé son RR. confrère l'évêque du Puy, réfugié à l'abbaye de St-Maurice, à présider, sous les yeux du représentant de la Convention, un service funèbre pour le roi, notre auguste allié, mort martyr de la foi catholique et victime de son amour pour ses peuples » (arch. canton.).

Le 16 novembre 1808, Mgr de Preux lui écrit : « En vous témoignant ma gratitude pour votre mémoire, je viens vous demander un autre service, celui de me résumer, pour le Conseil d'Etat, les motifs qui militent, pour faire rapporter la loi sur la lubricité, etc... Je le transmettrai à la prochaine Diète ». (*l. c.*).

On ne saurait nier que M. de Rivaz ne jouât un rôle dans l'élaboration de la loi sur l'enseignement primaire de 1828. A cette occasion, il intervint auprès du gouvernement et des députés de la Diète au nom de l'abbé de St-Mau-

rice François Derivaz, du prévôt Rausis du St-Bernard, du prieur de Martigny, etc.... (arch. canton.).

Le 19 décembre 1828, une réunion d'ecclésiastiques du diocèse se tint à cet effet à l'évêché, sous la présidence de Mgr Sulpice Zen-Ruffinen, dont les desiderata allèrent aux corps législatif et exécutif du canton.

Dans une lettre du 19 décembre 1828, le chanoine Ignace Antoine Kalbermatten, de Viège, demande à M. de Rivaz des renseignements sur l'accueil fait par la haute assemblée aux réserves du clergé, touchant la loi sur l'enseignement primaire, étudiée à la dernière séance. « Persuadé que votre Dignité se distingua dans cette affaire délicate, j'ai lieu de croire que je ne puis guère m'adresser mieux qu'à elle pour avoir communication du résultat adopté par la Diète. » (arch. canton.).

La lecture des correspondances de l'époque aux archives cantonales me laisse l'impression, qu'avec le chanoine Berthold, M. de Rivaz intervint efficacement dans l'élaboration de cette loi importante, qui imposait aux paroisses l'ouverture d'une école primaire.

CHAPITRE XIV.

Séparation de Chamoson d'Ardon.

L'on s'étonnera peut-être de voir figurer pareille question dans notre brochure. N'oublions pas, qu'en qualité de collateur de la cure d'Ardon, le grand sacristain de la cathédrale, M. de Rivaz joua un rôle dans cette affaire, qui occupa la curie épiscopale et alla jusqu'à la nonciature de Lucerne. Qu'il suffise de la résumer ici.

Au spirituel, Chamoson, de temps immémorial, dépendait de S. Jean d'Ardon, l'église-mère de la grande majorie, comprenant, outre ces deux localités, St-Pierre des Clages et Magnot, ce dernier dans la châtelainie de Conthey. Chamoson et St-Pierre, en raison de leurs populations, subvenaient, pour les deux tiers, à l'entretien de l'église et de la cure, ainsi qu'aux frais du culte ; Ardon-Isières et Magnot, pour le reste.

Selon les actes, Chamoson possédait, au XIV^e siècle, une chapelle dédiée à s. André apôtre. Ses habitants, en 1367, exigèrent que le curé d'Ardon y tint les offices comme par le passé. Des inondations successives du torrent de St-André, appelé aujourd'hui le Merdesson, notamment aux XIV^e et XV^e siècles, ruinèrent, parfois, chapelle et village. Pour en finir, en 1446, Chamoson, malgré l'opposition de Leytron, détourna son cours en amont de la localité, conduisant les eaux dans la Losenze voisine.

Une débâcle obligea l'évêque Guillaume VI de Rarogne, le 1^{er} mai 1441, à consacrer de nouveau la chapelle de St-André rebâtie. Après avoir, un moment, interdit les offices solennels du dimanche, parce que ses habitués délaissaient l'église paroissiale d'Ardon, le cardinal Schiner permit de les continuer en 1511. A cet effet, Chamoson cita devant la nonciature le curé Waldin (1717) et exigea un second prêtre à Ardon, qui en manquait en 1742.

Cependant, les Chamosards ayant construit le clocher actuel en 1751, une église en 1775, soupiraient après la séparation, qui hantait les cerveaux. NN. SS. Joseph Antoine Blatter (1796), de Preux (1810), Sulpice Zen Ruffinen (1829) trouvèrent insuffisants les motifs invoqués par les demandeurs. Sans se décourager Chamoson revint à la charge, à l'avènement de Mgr Fabien Roten, qui se laissa gagner à la cause de la séparation, habilement défendue par l'avocat Gagnoz et le notaire Pont de St-Pierre des Clages.

Le vénérable Chapitre, le 7 février 1832, se trouva officiellement nanti de l'introduction de l'affaire en curie épiscopale. Réservant ses droits et ceux de la cure d'Ardon, il chargea son grand-sacristain Anne Joseph de Rivaz de représenter ses intérêts au tribunal ecclésiastique.

Celui-ci qui, en vertu de sa dignité, avait une voix prépondérante dans la nomination du titulaire à la cure d'Ardon, se contenta, dans deux comparutions, de transmettre la réserve du corps cathédral, sans intervenir activement dans le débat en faveur de ce bénéfice. Sur une plainte de la partie défenderesse, la cathédrale, le 15 mai 1832, adjoint à M. de Rivaz, deux chanoines, son procureur Pierre Antoine de Preux et son secrétaire Pierre Gard, grand vicaire.

Bien que le Chapitre, en un mémoire adressé à l'évêché demandât le droit de collation de Chamoson et réservât les droits d'Ardon, Mgr Roten, le 22 avril 1822 déjà, par décret sépara sans autre Chamoson d'Ardon. Il autorisait le premier à établir un cimetière autour du lieu saint et lui accordait, avec les fonts baptismaux, tous les avantages d'une église paroissiale.

Le prélat basait sa sentence sur un premier considérant de droit commun, puis, sur un second tiré de la prétendue tradition que Chamoson, paroisse au XIII^e siècle, aurait cessé de l'être au XIV^e, à la suite d'une terrible inondation du torrent de St-André emportant chapelle et maisons.

Consterné par ce jugement inattendu, Ardon interjeta appel auprès du nonce à Lucerne. Le Chapitre, après l'admission du recours *seulement*, crut devoir s'associer à cette démarche pour défendre les droits d'une cure, dont le patronage lui appartenait. Dans ce but, il rédigea, pour le haut tribunal, un mémoire qui, rétablissant les faits, contestait la nécessité d'établir une paroisse à Chamoson, admettant, toutefois, la possibilité d'y fonder un rectorat relevant de la cure d'Ardon.

Son titulaire, André Derivaz, docteur en théologie de Rome, jugea alors à propos d'intervenir dans ce différend. Sans examiner la valeur du premier considérant du décret épiscopal, examen respectueusement laissé à la nonciature, qui s'occupait de la cause en deuxième instance, il essaya d'en réfuter le second dans une brochure, alignant une série de documents tirés des archives paroissiales et communales. Il pouvait s'en abstenir et devait surtout peser les termes à l'adresse de son supérieur. Néanmoins, pour qui étudie les actes après lui, sa « Notice historique sur l'église paroissiale d'Ardon » dénote une étude sérieuse.

* * *

Cette publication émut Chamoson outre mesure, ce semble. Chargé par ses autorités d'y répondre, le chanoine Anne Joseph de Rivaz, dans son « Hommage à la justice et à la vérité » me paraît plus *avocat* qu'historien. Il reproche à son homonyme le D^r André Derivaz, d'avoir passé sous silence le premier considérant, le plus important, pour gloser sur le second, moins important, qui tient à l'histoire du pays : à savoir si Chamoson constituait primitivement paroisse.

Après avoir cité *in extenso* le décret épiscopal (peut-être de sa composition ?), il résume, en son libelle, tous les motifs. L'assistance aux offices, la fréquentation des sacrements, les secours de la religion aux malades, l'instruction de la jeunesse, tout demande le rétablissement de l'ancienne paroisse. Ces raisons alléguées dans le premier considérant font, sans doute, honneur à Mgr Roten... et à son conseiller, et conserve toute sa valeur, nous le reconnaissons. Voilà qui suffisait pour justifier la séparation. Ne fallait-il pas, en pareil cas, tenir surtout compte du bien spirituel des âmes ?

Le second considérant pour le rétablissement de l'ancienne paroisse nous satisfait moins. Sur quels arguments s'appuie-t-on pour avancer l'existence d'une église à Chamoson. Anne Joseph de Rivaz cite les noms de deux curés de cette localité : Pierre (1209) et Villencus ou Guillaume (1248), selon les registres de la chancellerie de l'Abbaye.

Comme, à ces dates, nous retrouvons Pierre (de Granges ?) et Guillaume ou Villencus (d'Ollon), curés d'Ardon, la paroisse-mère, ne convient-il pas d'identifier ces Pierre et Guillaume avec les prétendus curés de Chamoson ? Le curé de Savièse paraît simultanément en cette qualité à Drône, une chapelle. Personne, à cause de cette liberté abusive d'un notaire ne s'avise de placer une paroisse à Drône.

Que l'on lise d'ailleurs l'acte du 10 juillet 1330 : « Comme Ebal de Chaland, sacristain de l'Eglise de Sion, au nom de son neveu Ebal de Montmajeur, curé des églises d'*Ardon et de Chamoson*, amodia ces bénéfices au clerc Wuillermet de Bacza, demeurent à Ardon... » (G. III, 566), etc. »

Voici pour compléter une charte du 14 septembre 1334 : « Puisque l'église paroissiale de S. Jean l'Evangéliste d'Ardon et la chapelle de S. André de Chamoson y annexée devinrent vacantes par le décès d'Ebal de Montmajeur, leur titulaire... » (Gr. IV, 77), etc.

Qui ne comprend par ces citations que l'on désignait une filiale tantôt sous le nom d'église, tantôt sous celui de chapelle ? qu'un titulaire unique prend la dénomination de curé des deux sanctuaires, voire de l'un ou de l'autre séparément ?

Peu catégorique nous apparaît le deuxième argument de la tradition. Nous savons que, dans nombre de villages, pour éviter le danger de conta-

gion en temps d'épidémie, l'on ensevelissait sur place les victimes d'un fléau. A Chamoson, le prince-évêque Hildebrand Jost, ordonna même, le 15 janvier 1631, d'enterrer les pestiférés dans la localité (Grenat, 291). Sans répondre à cette objection par la boutade du D^r André Derivaz, voilà qui explique la création d'un cimetière loin de l'église paroissiale d'Ardon, tout comme celui de Marendeux, au-dessus de Monthey, qui dépendait de Collobey.

Une pièce de l'évêque Hildebrand de Riedmatten, parlant discrètement d'une église à Chamoson, ne m'embarrasse pas davantage. En effet, l'incise « *ut asseritur* », dit-on, suffit pour nous convaincre que le prélat relate une tradition vague, sans y ajouter lui-même de l'importance.

Par contre, le chanoine Anne Joseph ne réfute pas l'objection tirée du testament des gens de Chamoson qui, dans leurs dernières volontés, invoquent comme patron, non S. André, mais bien S. Jean, titulaire d'Ardon, leur paroisse aux XIV^e et XV^e siècles.

Le curé André (page 18) donne un dernier motif. Dans les majories, les vidomnats et les châtelainies, il n'existait, primitivement, qu'une église paroissiale, au centre. Pareil cas ne se vérifie-t-il pas ici, où Ardon, plus à l'abri des inondations de la Losenze et de la Lizerne, se trouvait, de fait, au milieu de la seigneurie épiscopale, avec Chamoson-Grunay, St-Pierre, Magnot et Isières. Notre licencié en droit n'essaya pas de contester cet état de choses.

La confrontation des pièces, leur analyse ne devraient-elles pas nous persuader que cette tradition ne repose sur aucun solide fondement ? D'où nous concluons, qu'au spirituel, Chamoson dépendit toujours d'Ardon.

La nonciature de Lucerne s'en tint surtout au premier considérant du décret épiscopal : le bien spirituel des âmes, et confirma la décision de Mgr Roten, réservant au Chapitre le patronage de la nouvelle église. Ne pouvant réaliser les autres desiderata du corps cathédral, elle lui donnait, du moins cette satisfaction. Le bénéfice d'Ardon, par contre, perdait quelques revenus attribués à Chamoson. A s'en tenir aux archives de cette dernière commune, Rome y aurait même confirmé M. Joseph Marie Delaloye comme curé en 1835.

Le chanoine Anne Joseph de Rivaz justifia la confiance de Chamoson. Pour lui témoigner sa reconnaissance, son conseil décida, en 1832, la fondation d'une messe perpétuelle, dite aux intentions de ce bienfaiteur pendant sa vie ; pour le repos de son âme, après sa mort.

Bien plus, pour donner satisfaction aux vœux de l'assemblée primaire, leur portrait exposé au presbytère de l'endroit rappellerait à la postérité le

souvenir des défenseurs de la cause de la séparation. Voici ceux de Mgr Fabien Roten, évêque de Sion, de M. Delaloye, premier curé, du notaire Pont... Et ce chanoine en camail rouge, me demandait-on ? Je n'eus pas de peine à comprendre qu'il s'agissait du tableau du chanoine de Rivaz... une véritable découverte. Aussi peu connue que la vie de celui qu'elle représente, ~~ce tableau, qui ne peut être que celui de Rivaz, figure à la page~~ du centenaire, permettant à notre collègue, M. Paul de Rivaz de s'en servir pour un cliché, dont profiteront tous les amis de l'histoire.

CHAPITRE X V.

Jugement.

Me voilà au bout de mon humble tâche. Pour qui consulte nos archives, M. de Rivaz méritait plus qu'une esquisse rapidement tracée à la demande du comité de la Société d'histoire du Valais Romand, lue à la séance du centenaire du héros de cette journée, le 4 juin 1936.

Une carrière si belle, vouée au service de l'Eglise, de la société et... de l'histoire, je le reconnais, exigeait une étude de longue haleine, une véritable biographie. Bien que sommaire, cette récénsion sans prétention de science ni des tyles, permettra, toutefois, de se faire quelque idée de la culture, des qualités et des œuvres du défunt, autant que des services qu'il rendit à l'humanité partout où il vécut, en particulier dans notre pays.

Cet ecclésiastique, à la fois théologien, juriste, un tantinet lettré à ses heures, historien par tempérament, s'impose à ces divers titres à l'admiration de la postérité. Malgré une santé parfois précaire, il réussit, par son application, par son esprit d'ordre et de suite, par sa constance dans les difficultés, par sa ténacité au travail, à remplir des charges importantes, sa vie durant, et à léguer à la postérité une œuvre vaste, solide, qui servira à tous ceux qui voudront des renseignements sur le Valais.

De par ses compétences, ses relations, ses ouvrages, il brille au milieu de ses confrères et des collègues du Chapitre. Sans parler de Mgr Pierre Joseph de Preux, auquel sa science théologique, sa thèse sur l'« Immaculée Conception », ses mandements et le rôle joué au concile du Vatican, en 1870, valurent, dit-on, l'offre de la pourpre cardinalice, Sa Dignité le grand-acristain de Rivaz, ce me semble, occupe, avec le chanoine Berthold, doyen de Valère, un rang considérable, peut-être le premier, dans le clergé de notre diocèse au XIX^e siècle.

Décédé le 3 juin, jour de la Fête-Dieu 1836, ses restes reposent non point dans la tombe de famille qui reçut ceux du grand-baillif, son cousin, mais dans le caveau des chanoines.

A l'occasion de son centenaire, la Société d'histoire organisa, le 4 juin 1936,

une séance à laquelle assistèrent, outre des notabilités du clergé et de la ville, de nombreux membres du corps enseignant, des étudiants du collège-lycée, des Ecoles normales des deux sexes, etc...

Tous tenaient à rendre hommage au talent, au dévouement, aux qualités ecclésiastiques et patriotiques du chanoine de Rivaz.

Table des matières

Dédicace	5
Avant-propos	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Première jeunesse et études</i>	9
§ 1. — de Rivaz au Collège helvétique de Milan	10
§ 2. — de Rivaz au Collège royal de Thonon	11
§ 3. — de Rivaz au Séminaire de St-Nicolas à Paris	12
§ 4. — Réminiscences d'étudiant	13
CHAPITRE II. — <i>Ordinations en Valais</i>	19
CHAPITRE III. — <i>Vicaire à St-Maurice</i>	21
CHAPITRE IV. — <i>Séjour en France</i>	23
§ 1. — de Rivaz à Paris	23
§ 2. — Vicaire général de Dijon	24
§ 4. — de Rivaz, précepteur	25
§ 4. — La pension	26
CHAPITRE V. — <i>Retour en Valais</i>	29
CHAPITRE VI. — <i>de Rivaz, auditeur de curie</i>	31
CHAPITRE VII. — <i>Providence des émigrés</i>	35
CHAPITRE VIII. — <i>de Rivaz, curé</i>	37
CHAPITRE IX. — <i>Le chanoine</i>	41
CHAPITRE X. — <i>de Rivaz, épistolier</i>	45
CHAPITRE XI. — <i>L'historien</i>	47
CHAPITRE XII. — <i>de Rivaz et nos évêques</i>	51
CHAPITRE XIII. — <i>Le conseiller</i>	53
CHAPITRE XIV. — <i>Séparation de Chamoson de la paroisse d'Ardon</i>	55
CHAPITRE XV. — <i>Jugement</i>	61



